

REPUBLIQUE DU NIGER



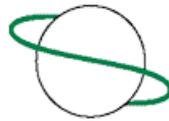
Fraternité – Travail – Progrès

CABINET DU PREMIER MINISTRE

CONSEIL NATIONAL DE
L'ENVIRONNEMENT POUR
UN DEVELOPPEMENT
DURABLE



FONDS POUR
L'ENVIRONNEMENT
MONDIAL



PROGRAMME DES
NATIONS UNIES POUR LE
DEVELOPPEMENT



RAPPORT D'EVALUATION A MI-PAROURS DU PROJET PANA RESILIENCE



RAPPORT FINAL

Junin, 2012

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS	3
GLOSSAIRE	4
REMERCIEMENT	6
RESUME EXECUTIF	7
INTRODUCTION.....	9
I. INFORMATIONS GENERALES.....	10
A. CONTEXTE ET JUSTIFICATION.....	10
B. RAPPELS DES OBJECTIFS DU PROJET	11
1. Objectif global.....	11
2. Objectifs spécifiques.....	11
C. COHERENCE ENTRE LES OBJECTIFS DU PROJET ET LES STRATEGIES NATIONALES.....	11
II. METHODOLOGIE	12
A. REVUE DE LA DOCUMENTATION.....	12
B. ENTRETIEN AVEC LES ACTEURS	13
C. MISSION DE TERRAIN	13
1. Choix des sites évalués	13
2. Outils de collecte de données.....	14
3. Matériels.....	14
D. OBJECTIFS DE L'EVALUATION	14
III. RESULTATS ATTENDUS	15
A. RESUME DES RESULTATS ATTENDUS.....	15
B. PRINCIPAUX CRITERES D'APPRECIATION DU MONTAGE DU PROJET.....	17
1. Pertinence des objectifs du projet par rapport aux enjeux et besoins des populations	17
2. Conception du projet.....	18
3. Dimension participative et engagement des bénéficiaires.....	18
4. Cohérence entre les objectifs et les moyens du projet.....	18
5. Efficience entre les objectifs de départ et les réalisations effectuées	18
6. Efficacité entre les objectifs de départ et les résultats atteints	19
7. Impacts des résultats sur les besoins des populations cibles	19
8. Durabilité des activités du projet :	19
C. Analyse des résultats obtenus par le projet après deux années d'activité	20
1. Appréciation de la démarche du projet.....	20
2. Résultat 1	23
2.1. Bilan et appréciation des réalisations par produits.....	23
3. Résultat 2:	41
3.1. Bilan et appréciation des réalisations par produits.....	41
4. Résultat 3 : La composante leçons apprises et gestion des savoirs est mise en place... 45	
4.1. Bilan et appréciation des réalisations par produits.....	45
5. Gestion du Projet.....	47
5.1. Suivi-évaluation	47
5.2. Gestion du Projet.....	48
IV. Analyse des aspects financiers.....	49
4.1. Bilan et appréciation des dépenses	49
4.2. Exécution budgétaire	50
4.3. Bilan et appréciation des dépenses additionnelles.....	50
4.4. Bilan et appréciation des cofinancements du projet.....	50
V. Analyse des aspects Institutionnels des partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet.....	50
5.1. Au niveau des partenaires financiers	50

5.2. Au niveau des partenaires des Ministères impliqués dans le projet.....	52
5.3. Au niveau des autres partenaires.....	54
VI. Appréciation des progrès et impacts des résultats atteints par le projet à mi parcours.....	55
6.1. Au niveau des changements induits par les résultats du projet.....	55
6.2. Au niveau des stratégies du projet.....	57
6.3. Au niveau des partenaires.....	57
6.4. Au niveau du calendrier d'exécution des activités du projet.....	58
6.5. Au niveau des performances par rapport aux résultats actuels obtenus.....	58
VII. FAIBLESSES ET INSUFFISANCES RELEVÉES.....	66
VIII. PERSPECTIVES et Recommandations de l'EMP du projet.....	66
8. 1. Au niveau général.....	66
8. 2. Au niveau de chacun des trois résultats du Prodoc.....	67
8. 3. Au niveau des partenaires du projet.....	68
Conclusion.....	69
Bibliographie.....	70

SIGLES ET ABREVIATIONS

AAP : Programme Africain d'Adaptation
AGR : Activités Génératrices de Revenus
BAB : Banque pour Aliments Bétail
CCD : Convention sur la lutte Contre la Désertification
CCNUCC : Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CDB : Convention sur la Diversité Biologique
CES/DRS : Conservation des Eaux du Sol, Défense et Restauration des sols
CNEA : Commission Nationale de l'Eau et de l'Assainissement
CNSF : Centre National de Semences Forestières
COFO : Commission Foncière
CTEDD : Commission Technique Eau et Développement Durable
DMN : Direction de la Météorologie Nationale
EMP : Evaluation à mi-parcours
FEM : Fonds pour l'Environnement Mondial
GIRE : Gestion Intégrée des Ressources en Eau
HS : Hautement Satisfaisant
IDCC : Intégration de la Dimension Changement Climatique
GRN : Gestion des Ressources Naturelles
PANA : Programme National d'Actions pour l'Adaptation aux Changements Climatiques
PDC : Plan de Développement Communal
PPTE : Pays Pauvres Très Endettés
Produc : Document de Projet Project
MH/E : Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement
I3N : Initiative : Les Nigériens Nourrissent les Nigériens
ND : Non Déterminé
S : Satisfaisante
INRAN : Institut National de la Recherche Agronomique du Niger
SDR : Stratégie de Développement Rural
SRP : Stratégie de Réduction de la Pauvreté
SE/CNEDD : Secrétariat Exécutif du Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable
UGCP : Unité de Gestion et Coordination du Projet
VNU : Volontaire des Nations Unies
U : Peu Satisfaisante

GLOSSAIRE

- **LA PERFORMANCE**

La performance a été définie comme la mesure dans laquelle les mécanismes de prestation parviennent à atteindre le marché cible (portée), le nombre de clients desservis (échelle) et dans quelles mesures ils parviennent à faire cela de manière équitable et durable.

- **L'ADAPTATION**

L'adaptation se réfère à tout ajustement dans les systèmes naturels ou dans les activités humaines, en réponse aux impacts du changement climatique réels ou prévus.

- **L'EVALUATION**

L'évaluation est une fonction qui consiste à porter une **appréciation aussi systématique et objective que possible**, sur un projet en cours ou achevé, un programme ou un ensemble de lignes d'actions, sa conception, sa mise en œuvre et ses résultats. Il s'agit de déterminer la pertinence des objectifs et leur degré de réalisation, l'efficacité au regard du développement, l'efficacité, l'impact et la viabilité. *Comité d'aide au développement (CAD/OCDE)*

- **L'EVALUATION A MI - PARCOURS**

Permet de réorienter l'action pour vérifier, au milieu du cycle du projet, si les besoins sont toujours présents, si la gestion du programme se déroule comme prévu ou nécessite une amélioration et pour analyser éventuellement les premiers effets du programme.

- **LA PERTINENCE**

Mesure selon laquelle les objectifs de l'action correspondent aux attentes des bénéficiaires et aux besoins du territoire. La pertinence d'un projet repose principalement sur sa conception. Elle concerne **la mesure dans laquelle les objectifs envisagés par le projet répondent correctement aux problèmes identifiés ou aux besoins réels**. La pertinence doit être évaluée tout au long du cycle du projet. **La pertinence concerne l'adéquation du projet avec les problèmes à résoudre à deux moments donnés : lors de sa conception et lors de son évaluation.**

- **L'EFFICACITE**

L'efficacité décrit la réalisation des objectifs. C'est la comparaison entre les objectifs fixés au départ et les résultats atteints : d'où l'importance d'avoir des objectifs clairs au départ. L'intérêt est de mesurer des écarts et de pouvoir les analyser.

- **L'EFFICIENCE**

L'efficacité concerne **l'utilisation rationnelle des moyens mis à disposition** et vise à analyser si les objectifs ont été atteints à moindre coût (financier, humain et organisationnel). Le critère d'efficacité mesure la relation entre les différentes activités, les ressources disponibles, et les résultats prévus. Cette mesure doit être quantitative, qualitative et doit également porter sur la gestion du temps et du budget. La question centrale que pose le critère d'efficacité est "le projet a-t-il été mis en œuvre de manière optimale ?" Il pose la question de la solution économique la plus avantageuse. Il s'agit donc de voir si des résultats similaires auraient pu être obtenus par d'autres moyens, à un coût moins élevé et dans les mêmes délais.

- **L'IMPACT**

L'étude de l'impact mesure les retombées de l'action à moyen et long terme, c'est l'appréciation de tous les effets, du projet sur son environnement, effets aussi bien positifs que négatifs, prévus ou imprévus, sur le plan économique, social, politique ou écologique. C'est l'ensemble des changements significatifs et durables dans la vie et l'environnement des personnes et des groupes ayant un lien de causalité direct ou indirect avec le projet.

L'impact porte sur les relations entre le but (ou l'objectif spécifique) et les objectifs globaux du projet. En d'autres termes, l'impact mesure les bénéfices reçus par les destinataires ciblés ont eu un effet global plus large sur un plus grand nombre de personnes dans le secteur, la région ou le pays dans son ensemble.

- **LA DURABILITE**

La **durabilité (ou encore pérennité ou viabilité)**, vise à savoir si les effets du programme perdureront après son arrêt. C'est l'analyse des chances que les effets positifs de l'action se poursuivent lorsque l'aide extérieure aura pris fin. La viabilité, permet de déterminer si les résultats positifs du projet (au niveau de son objectif spécifique) sont susceptibles de perdurer une fois taris les financements externes. Viabilité financière mais aussi opportunité de reproduire ou généraliser le programme à plus grande échelle.

REMERCIEMENT

L'équipe d'évaluation à mi – parcours du projet PANA résilience remercie vivement toutes les personnalités, aussi bien au niveau des structures de l'Etat, qu'aux niveaux des partenaires techniques et financiers (FEM, PNUD), du SE/CNEDD, des collectivités locales (Maires et responsables coutumiers) et de l'unité de gestion du projet, qui ont bien voulu apporter une contribution efficace dans la réalisation de cette évaluation, en fournissant des informations et des avis qui ont considérablement facilité ce travail. Enfin, l'équipe remercie particulièrement les VNU, les communautés cibles des sites visités pour les entretiens collectifs et souvent individuels qu'ils ont volontairement acceptés. Une mention particulière de reconnaissance de l'équipe de consultants est adressée au responsable du suivi – évaluation du projet PANA résilience pour la masse d'information fournie et sa disponibilité tout au long de cette évaluation.

RESUME EXECUTIF

Le projet de mise en œuvre des interventions prioritaires du PANA pour construire les capacités de résistance et d'adaptation des secteurs de l'agriculture et de l'eau aux changements climatiques au Niger, conçu pour une durée de quatre ans (2010 – 2011), avec un financement du FEM, du PNUD et un Cofinancement du Gouvernement du Niger, vient d'accomplir la moitié de sa durée de vie. Pour juger de la suite à donner pour le reste de sa durée, le présent document d'évaluation à mi- parcours, comporte les éléments d'analyse et d'appréciation des résultats atteints pour la période 2010 – 2011. Le prodoc est constitué de quinze (15) produits ou activités à réaliser au profit des communautés vulnérables de huit (8) communes les plus vulnérables aux changements climatiques au Niger. Pour ce faire, une équipe de trois consultants ont été recrutés pour cette évaluation à mi-parcours du projet.

A l'issue des entretiens avec les différentes parties prenantes, des informations pertinentes identifiées dans la revue de la documentation, et les visites de terrains sur cinq des huit sites du projet, l'équipe de consultants a fait les observations ci-après :

1- La conception du projet pilote a été très pertinente aux regards des besoins des communautés cibles des sites retenus. Les onze produits du résultat-1, illustrent parfaitement cette pertinence de la conception du projet à travers les résultats appréciables réalisés à la satisfaction des communautés cibles.

2. L'approche du projet est la cause primordiale des importants résultats obtenus après seulement deux ans d'exécution. En effet, l'approche participative et itérative, le faire –faire, les études en amont sur l'état des lieux, l'identification des besoins des communautés cibles, sont autant d'éléments favorables à la réalisation des objectifs du projet.

3. Le projet a été mis en œuvre par une équipe nationale appuyée par (1) les services techniques au niveau national, régional, et local, (2) les partenaires institutionnels et financiers (FEM, PNUD, Gouvernement), (3) les municipalités et les VNU, (4) les communautés cibles. Les activités programmées par sites ont été réalisées avec un succès évident (taux d'exécution variant de 100 à plus de 560 %) en général particulièrement au niveau de la diffusion des semences améliorées, du maraichage, des centres de coutures, et la réalisation des banquettes. Il faut cependant faire observer le retard dans le démarrage du projet, les décaissements des fonds dont la conséquence est l'impossibilité de dépenser plus de 80% des fonds avant la fin de chaque trimestre. L'instauration des audits annuels est une preuve de transparence et de suivi – rigoureux des dépenses des fonds du projet.

4. Les résultats obtenus ont été nettement supérieurs aux prévisions du Prodoc (En effet, 95% des résultats ont été réalisés à plus de 150% de leurs objectifs de départ). Malgré la revue à la hausse des estimations quantitatives des différents produits attendus, les réalisations du projet ont été très performantes à la satisfaction des communautés cibles des sites retenus. Les impacts du projet sont nettement visibles au niveau des activités suivantes :

- la diffusion des semences améliorées où les producteurs et productrices ont eu des revenus financiers très appréciables en plus de la satisfaction de leur besoin alimentaire annuel ;

- la promotion du maraichage au niveau des communes en mettant à la disposition des femmes des jardins clôturés, des moto pompes, des semences et en assurant une formation appropriée des intéressées. A ce niveau, des femmes ont fait des recettes importantes (25 000

à plus de 100 000 FCFA) et assuré une alimentation assez équilibrée avec les différentes cultures appliquées ;

- la création de centres de coutures pour les femmes sans emplois par l'achat de machines à coudre et l'organisation de formations au profit de ces mêmes femmes qui se sont mises en vie associatives et qui se procurent des revenus financiers appréciables;

- la construction de banquettes agricoles et pastorales a été d'un apport financier à travers le Cash for Work très apprécié par la population surtout féminine des sites concernés ;

- la création des banques d'intrants agricole comme les engrais et les pesticides a été très bénéfique par les paysans.

5. La gestion budgétaire à commenter

Les rapports des audits annuels sur la gestion du projet de 2010 à 2011 ont conclu que la gestion du projet est en général normale malgré un dépassement de 15% au niveau du résultat 1 en 2010. En considérant la somme globale du projet qui est de \$ 3 700 000 et les dépenses cumulées des années 2010 et 2011 qui totalisent \$ 1 854 692,5, il ressort que le projet a consommé la moitié de son budget global après deux ans d'exercice sur une durée de quatre années.

Les insuffisances majeures relevées dans la mise en œuvre du projet se résument à :

- ✓ les retards dans les décaissements des fonds avec des conséquences dans la réalisation des activités;
- ✓ la non fonctionnalité du serveur mis à la disposition de la Direction Nationale de la Météorologie ;
- ✓ les travaux inachevés et interrompus dans le processus d'intégration de la dimension changement climatique dans la SDR et l'approvisionnement en eau des populations ;
- ✓ l'absence de géo référencement intégral des sites dégradés traités par banquettes ;
- ✓ l'insuffisance des moyens de déplacement sur le terrain (un seul véhicule Pick UP) ;
- ✓ le manque de cellule de communication au sein de l'équipe du projet ;
- ✓ la faible implication du Comité de Pilotage dans les activités du projet, hormis la participation aux sessions ordinaires ;
- ✓ le manque de planification conjointe des activités des différents partenaires dans les communes par rapport à la mobilisation des cofinancements.

En raison des résultats atteints par le projet et les impacts observés dans l'environnement du projet, il serait souhaitable de prolonger la durée du projet de quatre à six ans avant la formulation d'un projet national pour amplifier les acquis du PANA résilience.

INTRODUCTION

La pauvreté généralisée, l'aridité du climat et l'économie essentiellement agricole rendent le Niger particulièrement vulnérable aux changements climatiques (PRODOC, 2009). L'élaboration et l'exécution du Programme d'Action National pour l'Adaptation (PANA) aux effets néfastes des Changements Climatiques (CC) entrent dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) que le Niger a signée et ratifiée respectivement le 11 juin 1992 et le 25 juillet 1995. Le Niger a bénéficié, du soutien financier du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) pour élaborer son PANA. L'objectif de développement du PANA est de contribuer à atténuer les effets néfastes des changements climatiques sur les populations les plus vulnérables, dans la perspective d'un développement durable et de lutte contre la pauvreté au Niger.

Le processus d'élaboration du PANA a été participatif et itératif aussi bien au niveau local que central. Ainsi il y a eu des consultations nationales et locales qui ont été caractérisées par des séries de rencontres avec tous les acteurs concernés et la création d'un certain nombre de groupes de travail (Comité de pilotage et des équipes de travail) qui ont été mis en place au niveau local et national. Au niveau des zones vulnérables, des débats ont eu lieu avec les populations, les élus locaux, les techniciens et les autorités administratives et coutumières afin de recueillir aussi leurs avis sur leurs besoins urgents et immédiats en ce qui concerne l'adaptation.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Action National pour l'Adaptation (PANA) aux changements climatiques, le Gouvernement du Niger a reçu en fin 2009, du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) à travers le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) un financement du projet « Mise en œuvre des interventions prioritaires du PANA pour renforcer la résilience et la capacité d'adaptation du secteur agricole aux changements climatiques ».

L'objectif primordial de ce projet est de renforcer la capacité d'adaptation aux changements climatiques des secteurs de l'agriculture et de l'eau à travers la mise en œuvre des mesures d'adaptation pour permettre d'accroître la productivité agricole, la sécurité alimentaire et la disponibilité en eau au niveau communal et villageois.

Le projet, « Mise en œuvre des interventions prioritaires du PANA pour renforcer la résilience et la capacité d'adaptation des secteurs de l'Agriculture et de l'eau au changement climatique au Niger » est une réponse aux préoccupations des populations des zones les plus vulnérable identifiées lors de l'élaboration du PANA.

Ce projet pilote portera essentiellement sur les principales mesures d'adaptation qui ont été identifiés au cours du processus d'élaboration du PANA, comme étant prioritaires pour les acteurs aux échelons départemental, communal et villageois. Les interventions se feront aux niveaux national et local et comprendront la révision des plans nationaux et locaux de développement. Les résultats attendus du projet sont les suivants : 1) la résilience des systèmes de production alimentaire et/ou des communautés vivant dans l'insécurité alimentaire, est renforcée face aux changements climatiques ; 2) la capacité institutionnelle des secteurs agricole et hydraulique est renforcée, notamment les services d'information et de vulgarisation, pour faire face aux changements et variabilité climatiques ; 3) les leçons apprises sont consignées dans des documents et diffusées et la composante gestion du savoir est mise en place.

Pour atteindre son objectif global et ses résultats attendus, huit (8) communes ont été identifiées en raison d'une commune par région. Il s'agit notamment de la (1) Commune rurale de Kaou/Département de Tchintabaraden/Région de Tahoua, (2) Commune Urbaine de Loga /Département de Loga /Région de Dosso, (3) Commune rurale de Roubou /Département de Dakoro /Région de Maradi, (4) Commune rurale de Chétémari / Département de Diffa/Région de Diffa, (5) Commune Urbaine de tanout /Département de Tanout/Région de Zinder, (6) Commune rurale de Tondikiwindi/Département de Ouallam/Région de Tillabéri, (7) Premier arrondissement de la ville Niamey/Région de Niamey, (Commune rurale d'Aderbisnat /Département Tchirozérine /Région d'Agadez.

Au cours du processus de mise en œuvre du présent projet, deux évaluations ont été planifiées. Il s'agit notamment d'une évaluation à mi – parcours et d'une évaluation finale du projet. Le présent document porte sur l'évaluation à mi – parcours du projet PANA-Résilience.

I. INFORMATIONS GENERALES

A. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le climat du Niger, essentiellement sahélien, se caractérise par une grande variation de la pluviométrie annuelle. L'extrême pauvreté constitue un sérieux handicap pour le développement du Niger. Au nombre des facteurs qui aggravent ce phénomène, on peut retenir : la sécheresse, la malnutrition, le fort taux de mortalité infantile, les possibilités limitées en matière d'éducation primaire, l'accès limité à la technologie, les pandémies, la dégradation des écosystèmes et les conflits régionaux. La sécurité alimentaire et la disponibilité de l'eau seront probablement compromises par l'augmentation des températures et une plus grande irrégularité de la pluviométrie. Sur l'ensemble du territoire du Niger, les producteurs travaillent avec peu de moyens dans un environnement précaire qui est sensible au moindre changement de température et du régime pluviométrique. Les moyens de subsistance des paysans ruraux sont très précaires du fait de l'isolement, de la petite taille des exploitations agricoles, de l'insécurité foncière, du faible accès à l'électricité, et des fluctuations des cours mondiaux des produits de base et des intrants agricoles (PANA, 2006).

Le PANA s'inscrit dans les grands documents de politiques et de stratégies adoptés par le Gouvernement du Niger en Conseil des Ministres et adoptés par l'Assemblée Nationale du Niger. Ces cadres stratégiques incluent notamment la SRP (adoptée en 2002), la SDR (adoptée en 2003), la Stratégie en matière de Changements et Variabilité Climatiques et son Plan d'Action (adoptés en 2004). Les mesures d'adaptation identifiées dans le cadre du PANA sont conformes aux orientations de la SRP et la SDR, notamment en ce qui concerne la sécurité alimentaire, le renforcement des capacités, la maîtrise de l'eau, la lutte contre la désertification et la promotion des activités génératrices des revenus.

Les mesures d'adaptation identifiées dans le cadre du PANA sont aussi en synergie avec les dispositions des trois conventions post Rio à savoir : la Convention sur la lutte Contre la Désertification (CCD), la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) et la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC). Du reste, toutes les activités programmées dans le cadre de la mise en œuvre du PANA résilience cadrent

parfaitement avec les cinq axes de l'initiative 3N pour la sécurité alimentaire et le développement agricole et du programme d'urgence du gouvernement.

B. RAPPELS DES OBJECTIFS DU PROJET

L'objectif de développement du PANA est de contribuer à atténuer les effets néfastes des changements climatiques sur les populations les plus vulnérables, dans la perspective d'un développement durable et de lutte contre la pauvreté au Niger.

Dans le cadre de la **Mise en œuvre des interventions prioritaires du PANA**, le présent projet consiste à mettre en œuvre des mesures d'adaptation pour permettre d'accroître la productivité agricole, la sécurité alimentaire et la disponibilité de l'eau. Le projet portera essentiellement sur les principales mesures d'adaptation qui ont été identifiées au cours du processus d'élaboration du PANA, comme étant prioritaires pour les acteurs aux échelons départemental, communal et villageois. Les interventions se feront aux échelons national et local et comprendront la révision des plans nationaux et locaux de développement.

L'objectif global et les objectifs spécifiques du projet PANA Résilience sont décrits ci – dessous.

1. OBJECTIF GLOBAL

L'objectif primordial du projet est de renforcer la capacité d'adaptation aux changements climatiques des secteurs de l'agriculture et de l'eau au Niger.

2. OBJECTIFS SPECIFIQUES

Les objectifs spécifiques du projet sont au nombre de trois et formulés comme suit :

- ✓ renforcer la résilience des systèmes de production alimentaire et/ou des communautés vivant dans l'insécurité alimentaire, pour leur permettre de faire face aux changements climatiques ;
- ✓ Renforcer la capacité institutionnelle du secteur de l'agriculture et de l'eau, notamment les services d'information et de vulgarisation, pour faire face aux changements climatiques, y compris la variabilité du climat ;
- ✓ Compiler et diffuser les savoirs et les leçons apprises pour soutenir la mise en œuvre des mesures d'adaptation aux effets des changements climatiques.

Après deux (2) années de mise en œuvre, il est planifié une évaluation à mi-parcours pour apprécier le niveau des réalisations et leur performance. Les objectifs de cette évaluation sont indiqués ci-dessous.

C. COHERENCE ENTRE LES OBJECTIFS DU PROJET ET LES STRATEGIES NATIONALES

Le projet contribue à la mise en œuvre du programme pays 2009-2013 du PNUD pour le Niger, en particulier du sous-programme 3 : Environnement et développement durable – une composante qui vise à «aider le gouvernement du Niger à renforcer ses capacités dans le

domaine des changements climatiques notamment les mesures d'adaptation». Le projet mettra l'accent sur les principales interventions d'adaptation identifiées, qui ont été considérées lors du processus d'élaboration du PANA, comme prioritaires par les acteurs aux échelons national, départemental, communal et villageois.

Le projet proposé correspond bien à un domaine d'intérêt du PNUD dans les domaines du renforcement des capacités. Les objectifs du projet PANA résilience sont en adéquation avec les principaux défis recensés dans la Stratégie révisée de Réduction de la Pauvreté (SRP : 2008-2012), le nouvel UNDAF (2009-2013) et le Plan stratégique du PNUD (2008-2012). La décentralisation des interventions du projet PANA résilience aux échelons national et local, y compris une révision des plans nationaux et locaux de développement, renforce bien le souci de la promotion de la gouvernance local du pays. Les objectifs du projet PANA résilience cadrent parfaitement avec les cinq axes de l'initiative 3N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens » pour la sécurité alimentaire et le développement agricole durable ; en particulier avec l'axe 3 : *Amélioration de la résilience des populations face aux changements climatiques, crises et Catastrophes* et l'axe 4 : *Amélioration de l'état nutritionnel des Nigériens*.

Les mesures d'adaptation identifiées dans le cadre du PANA sont en cohérence avec les dispositions des trois conventions post Rio à savoir : la Convention sur la lutte Contre la Désertification (CCD), la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) et la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC).

II. METHODOLOGIE

La méthodologie utilisée par l'équipe des consultants est celle d'une évaluation participative incluant tous les partenaires impliqués pour la mise en œuvre du projet, sur la base d'entretiens et d'enquêtes. Cette évaluation s'est réalisée à partir : de la revue de la documentation, d'entretiens et de rencontres avec les partenaires du projet lors des visites de terrain et un atelier de restitution et de validation.

A. REVUE DE LA DOCUMENTATION

A la demande de l'équipe d'évaluation, l'unité de gestion du projet, a mis à la disposition des évaluateurs, une importante documentation comprenant le PRODOC, le Plan de Travail Annuel (PTA), les rapports de programmation et d'exécution des activités trimestrielles et annuelles, les rapports techniques du suivi évaluation, les rapports d'Audits annuels, les rapports des VNU, les contrats signés entre le projet et les différents prestataires de service et autres documents pertinents comme la SDR, le cadre stratégique de l'initiative 3N, le PANA, les rapports des différentes études réalisées dans le cadre du présent projet. Cette documentation riche et variée, a permis à l'équipe d'avoir suffisamment d'information pour une bonne exécution de cette évaluation à mi-parcours. En plus de la documentation, des séries d'entretiens ont été réalisées auprès des partenaires pour compléter les informations contenues dans la documentation.

B. ENTRETIEN AVEC LES ACTEURS

Les entretiens ont concerné une grande majorité des parties prenantes dans la mise en œuvre du projet soumis à une évaluation. Ces entretiens ont été réalisés, essentiellement à deux niveaux :

- **au niveau national**, l'équipe d'évaluation a successivement rencontré le Secrétaire Exécutif du Conseil National pour un Développement Durable (SE/CNEDD), l'Unité de Gestion du Projet (UGP), le responsable du projet au niveau du PNUD, les membres du Comité National de Pilotage du Projet (CNP), les représentants des Ministères clés et Institutions nationales impliqués dans la mise en œuvre du projet, les prestataires de services, le responsable du projet AAP du CNEDD.

- **au niveau local**, les entretiens ont concernés essentiellement les autorités administratives et coutumières, les élus locaux, les services déconcentrés de l'Etat (Services techniques), les prestataires, les VNU qui représentent à la fois l'unité de gestion du projet et le PNUD, les populations bénéficiaires, et les autres partenaires comme les responsables des autres projets et les ONG locales, intervenants dans les communes ciblées par le projet.

C. MISSION DE TERRAIN

La mission de terrain permet de voir les actions réalisées concrètement sur les sites, de discuter avec les bénéficiaires et autres partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet et avoir leur feed back par rapport au montage, l'exécution et la pertinence des activités en cours. C'est pourquoi, l'équipe d'évaluation a planifié avec les membres de l'UGP, le SE/CNEDD et le représentant du PNUD cette mission de terrain en compagnie des membres de l'UGP sur cinq (5) des huit (8) sites d'intervention du projet.

1. CHOIX DES SITES EVALUES

Selon l'équipe du projet et le SE/CNEDD, la visite de terrain peut se limiter aux sites proches et peu éloignés de Niamey pour les raisons suivantes : (1) les sites conduisent les mêmes activités ; (2) la durée de l'évaluation est courte et seulement huit (8) jours sont consacrés aux visites de terrains ; (3) l'insuffisance des ressources financières.

En effet, la durée de la consultation étant de 28 jours, il est pratiquement difficile d'utiliser plus de huit (8) jours pour la sortie de terrain. Eu égard à ces contraintes, cinq (5) sites ont été retenus par l'équipe de la mission d'évaluation à mi – parcours en relation avec les responsables de la mise en œuvre du projet. Ainsi les sites suivants ont été visités par l'équipe des consultants en compagnie du responsable du suivi –évaluation et de la Directrice du projet. Il s'agit notamment de la : (1) Commune rurale de **Kaou** dans le Département de Tchintabaraden Région de Tahoua ; (2) Commune Urbaine de **Loga** dans le Département de Loga /Région de Dosso ; (3) Commune rurale de **Tondikiwindi** dans le Département de Ouallam/Région de Tillabéri ; (4) Commune rurale de **Roumbou** dans le Département de Dakoro/Région de Maradi ; (5) **Premier arrondissement de Niamey**, ville de Niamey/Région de Niamey.

2. OUTILS DE COLLECTE DE DONNEES

Pour la collecte des données l'équipe d'évaluation a constitué des fiches d'enquêtes individuelles et des entretiens.

- **Pour les enquêtes**, une fiche a été établie pour chaque activité au nombre desquelles : la stabilisation des terres de cultures ; les banques d'aliments bétail ; les banquettes et pare-feu ; les banques céréalières ; la couverture des besoins en eau ; la diffusion et l'utilisation des semences améliorées ; et la promotion des cultures irriguées.
- **Pour les entretiens** avec les institutions et autres partenaires concernées, l'essentiel des questions ont trait aux centres d'intérêts de chaque partenaire comme indiqué dans le guide d'évaluation et les fiches d'enquêtes jointes en annexe du présent document.

3. MATERIELS

Le matériel utilisé lors de la mission de terrain était composé d'un véhicule, d'un appareil photo numérique, d'un GPS et d'un ruban de 50 m.

D. OBJECTIFS DE L'EVALUATION

Conformément aux procédures de gestion des programmes et projets PNUD et au document du projet, dans le cadre de l'Exécution Nationale, le PNUD en collaboration avec le SE/CNEDD, a demandé l'évaluation à mi- parcours du projet PANA-Résilience.

L'objectif de cette évaluation à mi-parcours est de permettre au Gouvernement du Niger et au PNUD-FEM d'évaluer la pertinence et l'évolution des actions mises en œuvre et de prendre des décisions sur les aspects à considérer en priorité au cours des deux autres années restantes pour le projet.

Les questions clés suivantes sont abordées pendant l'évaluation à mi-parcours du projet :

- évaluation du niveau de réalisation de l'objectif général du projet, des objectifs spécifiques et des résultats attendus du projet ;
- évaluation des activités du projet: pertinence, planification, conception, dimension participative, engagement des bénéficiaires, qualité de leur exécution et degré de résultats ;
- évaluation du cadre institutionnel et du processus de gestion du projet: pertinence, effectivité, problèmes rencontrés, modifications apportées (s'il y a eu) et modifications nécessaires (si appropriés). Aussi, il faut faire un examen des rôles et des responsabilités des divers dispositifs et acteurs institutionnels impliqués dans la mise en œuvre du projet, et du niveau de coordination entre les acteurs pertinents ;
- évaluation des efforts des parties prenantes pour soutenir la mise en œuvre du projet ;
- identification des problèmes ou défis rencontrés pendant la mise en œuvre y compris des facteurs qui ont facilité ou freiné la réalisation des objectifs, et des solutions adaptées (si des solutions ont été identifiées et/ou adaptées) ;
- examen et évaluation des effets des activités du projet sur les bénéficiaires visés ;
- évaluation de la perpétuation et de la pérennité éventuelle des résultats et des bénéfices du projet au-delà de l'achèvement de celui-ci ;
- description des facteurs clés auxquels il faudra accorder de l'attention afin d'améliorer les perspectives de pérennité des résultats du projet et les possibilités de répliquabilité de l'approche ;
- examen de la mise en œuvre du suivi-évaluation du projet ;

- description des principaux enseignements tirés en termes d'activités : méthodologies, mise en œuvre, institutions et autres :
- formulation des recommandations et suggestions pour l'avenir, consécutivement aux leçons apprises.

Sur la base des questions clés ci-dessus, l'équipe de consultants a procédé à une analyse de l'ensemble des questions clés, en vue d'apporter les réponses appropriées sur la base des informations obtenues sur le terrain et au cours des entretiens avec les principaux acteurs impliqués dans la mise en œuvre des activités du projet. Ainsi, les différents points ci-dessous ont été développés dans le but de répondre aux questions posées.

III. RESULTATS ATTENDUS

Le présent projet en évaluation à mi-parcours a pour objectif général d'accroître la capacité d'adaptation aux changements climatiques des secteurs de l'agriculture et de l'eau au Niger. Pour y parvenir, la stratégie utilisée est de mettre en œuvre des mesures d'adaptation à long terme pour améliorer la productivité, la sécurité alimentaire et la disponibilité en eau. Ainsi, le projet a mis en place 17 mesures ou produits d'adaptation sur les 8 sites retenus y compris les produits d'adaptation réalisés à travers la mobilisation des fonds au titre du cofinancement. Les indicateurs de performance doivent indiquer le nombre de mesures d'adaptation à long terme, mises en œuvre, et qui permettent d'accroître la productivité agricole, la sécurité alimentaire et la disponibilité en eau au niveau de chacun des trois résultats attendus.

A. RESUME DES RESULTATS ATTENDUS

Dans le cadre de la conception du présent projet PANA Résilience, trois objectifs spécifiques ont été retenus et traduits en résultats attendus qui sont résumés ci-dessous.

Résultat 1 : La résilience des systèmes de production alimentaire et/ou des communautés victimes de l'insécurité alimentaire, est renforcée pour leur permettre de faire face aux changements climatiques ;

Résultat 2 : La capacité institutionnelle du secteur de l'agriculture et de l'eau est renforcée, notamment les services d'information et de vulgarisation, pour faire face aux changements climatiques, y compris la variabilité du climat ;

Résultat 3 : La composante Leçons apprises et gestion du savoir est créée.

Le résultat 1 est programmé pour la réalisation de treize (13) mesures d'adaptation dont sept (7) avec financement du PANA résilience et six (6) au titre du cofinancement. Le résultat 2 comporte trois mesures d'adaptation qui sont entièrement financées dans le cadre du projet PANA Résilience. Le résultat 3 comporte une seule activité financée par PANA résilience. Les différents produits ou mesures de chaque résultat attendu est résumé dans le tableau ci-dessous.

Tableau : 1. Résumé des résultats attendus du projet PANA résilience

Résultats	Produits	Source de financement
R1	Produit 1.1. Diffusion semences améliorées de variétés résistantes à la sécheresse, qui ont fait l'objet d'essais et ou de tests.	PANA résilience
	Produit 1.2. Effectuer des essais en milieu paysan sur les variétés résistantes à la sécheresse qui n'ont pas été soumises à des essais et à des tests ;	PANA résilience
	Produit 1.3. Créer, réhabiliter et gérer des banques céréalières ;	Cofinancement
	Produit 1.4. Créer et gérer des banques fourragères ; Produit 1.5. Créer et gérer des boutiques d'engrais/ de pesticides	Cofinancement Cofinancement
	Produit 1.6. Creuser des puits et installer des systèmes d'approvisionnement en eau potable pour les populations et les animaux ;	Cofinancement
	Produit 1.7. Augmenter les périmètres irrigués au niveau des villages ;	Cofinancement
	Produit 1.8. Stabiliser le sol des espaces agricoles en construisant des banquettes ;	Cofinancement
	Produit 1.9. Stabiliser le sol des zones pastorales en construisant des banquettes, en plantant des arbres et en semant des espèces fourragères résistantes à la sécheresse ;	PANA résilience
	Produit 1.10. Stabiliser les dunes autour des cuvettes.	Cofinancement
	Produit 1.11. Construire des gabions et barrages dans les endroits où l'effondrement des berges du fleuve, dû aux inondations constitue une menace pour les infrastructures villageoises et les terres agricoles ;	PANA résilience
	Produit 1.12. Etablissement et formation de comités de gestion des activités d'utilisation des terres dans le résultat 1.	PANA résilience
	Produit 1.13. Dispositif de suivi et évaluation (S&E).	PANA résilience
	R2	Produit 2.1. Renforcer les capacités institutionnelles pour soutenir la gestion des risques liés au climat dans le cadre de la gestion de l'élevage et de l'agriculture au niveau national, départemental et villageois ;

	Produit 2.2. Renforcer les capacités institutionnelles permettant de prendre en compte les risques liés aux changements climatiques dans le secteur de l’approvisionnement en eau et de sa gestion ;	PANA résilience
	Produit 2.3. Renforcer les capacités institutionnelles visant à créer de nouveaux moyens d’existence résistants aux changements climatiques en faveur des agriculteurs et des éleveurs.	PANA résilience
R3	Produit 3.1. Les connaissances et les leçons apprises pour soutenir la mise en œuvre des mesures d’adaptation sont compilées et diffusées.	PANA résilience

L’ensemble de ces produits ou mesures d’adaptation, ont été comptabilisés au titre du financement PANA résilience et du cofinancement qui est la condition primordiale pour accéder à un financement FEM en général.

De notre point de vue, le seul produit du résultat 3, doit commencer en début de la troisième année de mise en œuvre du projet pour prendre en compte l’ensemble des résultats obtenus après deux (2) ans d’activité.

Pour mieux apprécier les mesures d’adaptation mises en œuvre par le projet, des indicateurs de performance ont été préconisés et dont les niveaux de réalisation sont indiqués ci-dessous dans la partie analyse des résultats obtenus.

B. PRINCIPAUX CRITERES D’APPRECIATION DU MONTAGE DU PROJET

1. PERTINENCE DES OBJECTIFS DU PROJET PAR RAPPORT AUX ENJEUX ET BESOINS DES POPULATIONS

Le projet est en adéquation parfaite dans son contexte, mais aussi en harmonie avec les orientations stratégiques nationales en matière de renforcement des capacités des structures impliquées dans sa mise en œuvre et dans la prise en compte des aspects du développement durable ainsi que des priorités des partenaires comme le FEM et le PNUD (H S). Le nouveau contexte politique des 3 N est pris en compte par le projet à travers notamment une gestion communautaire décentralisée, l’intensification des efforts en matière de renforcement des capacités locales, le développement des cultures maraichères de contre saison, la réhabilitation des plateaux et des terres dégradées sur l’ensemble des huit régions du pays. Les activités du programme d’urgence comme la diffusion des semences améliorées et des intrants agricoles sont en harmonie avec les activités du résultat 1 du projet PANA résilience. Par rapport à tout ce qui précède, le projet PANA résilience peut être qualifié de pertinent pour les communautés ciblées.

2. CONCEPTION DU PROJET

Le projet, au **plan conceptuel** est très bien formulé (très satisfaisant HS), en raison essentiellement d'une approche **participative et itérative** qui a pris en compte les attentes de l'ensemble des acteurs et partenaires au niveau national, régional et local eu égard aux effets néfastes des changements climatiques. Les différentes études préparatoires à la conception du projet (identification des besoins des populations des sites les plus vulnérables du pays) ont été d'une contribution appréciable lors de la conception du projet. L'approche faire-faire a également facilité la réalisation des multiples activités programmées par le PANA Résilience.

3. DIMENSION PARTICIPATIVE ET ENGAGEMENT DES BENEFICIAIRES

Au niveau de l'ensemble des sites, la mise en place des comités de gestion pour la mise en œuvre et le suivi des activités du projet ainsi que l'engouement des populations, constituent un fort élément de durabilité de la majorité des activités. Cette forte participation est également constatée au niveau des partenaires suivants :

- les services techniques qui assurent les formations et les suivis techniques des activités du projet ;
- les maires et les responsables coutumiers qui suivent de près la mise en œuvre des activités du projet ;
- les populations cibles dont le nombre augmente d'année en année s'intéressent fortement et massivement aux activités du projet au point où le projet est submergé de demandes d'extension des activités dans les villages environnants ;
- la forte mobilisation des populations surtout féminine sur les sites des ouvrages CES/DRS.

A tout cela il faut apprécier l'engagement du PNUD qui, en plus de sa contribution au financement global du projet, a mis à la disposition de tous les sites un VNU pour conduire et superviser la mise en œuvre des activités du projet. Donc la dimension participative et l'engagement des bénéficiaires **sont très satisfaisants (HS)**.

4. COHERENCE ENTRE LES OBJECTIFS ET LES MOYENS DU PROJET

Les ressources financières sont en adéquation avec les objectifs du projet. En effet, la sous estimation quantitative des activités dans le prodoc, a permis à l'équipe du projet de faire une nouvelle planification à la hausse pour les activités retenues. Le bilan d'exécution financière est hautement positif par rapport aux prévisions. Donc la cohérence entre les objectifs et les moyens du projet **est très satisfaisante (HS)**.

5. EFFICIENCE ENTRE LES OBJECTIFS DE DEPART ET LES REALISATIONS EFFECTUEES

L'efficacité concerne **l'utilisation rationnelle des moyens mis à disposition** et vise à analyser si les objectifs ont été atteints à moindre coût. Dans le cas précis du PANA résilience, les moyens financiers planifiés lors de sa conception ont largement couvert les activités en cours. En effet, les ressources financières ont permis au projet de faire des réalisations nettement supérieures aux prévisions dans la majorité des cas et sur l'ensemble des sites. Donc les moyens financiers mis à la disposition du projet ont été rationnellement utilisés en général. L'efficacité **est très satisfaisante (HS)**.

6. EFFICACITE ENTRE LES OBJECTIFS DE DEPART ET LES RESULTATS ATTEINTS

L'efficacité décrit la réalisation des objectifs. C'est la comparaison entre les objectifs fixés au départ et les résultats atteints. Au plan réalisation des activités programmées, tous les produits du résultat attendu 1, ont des taux d'exécution qui varient de 58.6% à 1733% après deux ans seulement de mise en œuvre. Les objectifs de départ ont été très largement dépassés en terme de résultats atteints par le projet. Donc l'efficacité entre les objectifs de départ et les résultats atteints **est très satisfaisante (HS)**.

7. IMPACTS DES RESULTATS SUR LES BESOINS DES POPULATIONS CIBLES

L'étude de l'impact mesure les retombées de l'action à moyen et long terme, c'est l'appréciation de tous les effets, du projet sur son environnement, effets aussi bien positifs que négatifs, prévus ou imprévus, sur le plan économique, social, politique ou écologique. Dans le cadre du PANA résilience, l'impact des résultats sur les besoins des populations est certain pour la majorité des résultats obtenus par le projet. En effet les activités comme : la diffusion des semences améliorées, le développement des cultures maraichères, l'installation des centres de coutures pour les femmes, les banquettes de réhabilitation des terres dégradées, la création des banques d'intrants agricole, l'installation des pluviomètres dans les villages suivi de formation, constituent les produits phares du projet qui peuvent continuer à satisfaire les besoins des populations cibles même après le projet. Déjà après deux ans d'exercice, les impacts du projet sont palpables avec les revenus financiers des femmes sur le maraichage, la couture et la confection des banquettes. Au niveau des hommes la production et la vente des semences améliorées, leur procure des revenus financiers importants et la satisfaction de leur besoins alimentaires. L'effet tache d'huile de ces activités du projet est déjà très avancé au niveau de tous les sites. Donc l'impact des effets du projet PANA résilience sur les populations cibles **est très satisfaisant (HS)**.

8. DURABILITE DES ACTIVITES DU PROJET :

La **durabilité (ou encore pérennité ou viabilité)**, vise à savoir si les effets du programme perdureront après son arrêt. La viabilité, permet de déterminer si les résultats positifs du projet (au niveau de son objectif spécifique) sont susceptibles de perdurer une fois taris les financements externes. Dans le cadre du projet PANA résilience, sa durabilité est soutenue par non seulement l'engouement des femmes et hommes, mais aussi par la faisabilité des activités par les populations qui sont en passe de très bien maîtriser les technologies mises à leur disposition. En effet, après deux ans d'activités sur la multiplication des semences améliorées, le projet entame déjà la constitution de producteurs de semences avec la vague des premiers multiplicateurs de semences. Pour le maraichage, les femmes sont disposées à acheter leurs semences et autres éléments nécessaires pour le développement de leur activité avec la création d'un comité de gestion et d'une caisse régulièrement alimentée par des cotisations permanentes. Il en est de même pour l'association des femmes couturières. Eu égard à ce qui précède, il est permis d'affirmer la durabilité des activités du PANA résilience du Niger. Donc là aussi, il y a une **très grande satisfaction** pour la durabilité des actions du PANA résilience **(HS)**.

Après deux années de mise en œuvre du PANA résilience, les appréciations et analyses des résultats obtenus sont détaillées ci-dessous.

C. ANALYSE DES RESULTATS OBTENUS PAR LE PROJET APRES DEUX ANNEES D'ACTIVITE

1. APPRECIATION DE LA DEMARCHE DU PROJET

La démarche générale du projet a été analysée en se basant sur les éléments suivants : approche adoptée dans la mise en œuvre des activités, l'introduction du « faire-faire » dans l'exécution, les bases des conditions d'appropriation et de pérennisation des actions, la réalisation des études préalables, la mobilisation des cofinancements, l'engagement des populations et la prise en compte du genre. Le détail de cette démarche est décrit dans le tableau 2 ci- après.

Tableau 2 : Eléments d’appréciation de la démarche générale du projet PANA Résilience

N°	Eléments d’analyse	Points forts	Points faibles	Opportunités	Risques
1	Approche participative	<ul style="list-style-type: none"> - Approche (Bottom up) - reposant sur l’expression des besoins par les populations elles mêmes ; - Meilleur ciblage des bénéficiaires ; - Promotion d’une bonne gouvernance locale. 	<ul style="list-style-type: none"> - Tous les besoins exprimés ne peuvent pas être couverts par le projet ; - (Fortes demandes de grillage pour le maraichage) ; - Manque d’auto-évaluations communautaires des activités. 	<ul style="list-style-type: none"> - Adhésion, participation de tous les acteurs ; - Appropriation des activités par les populations. 	<ul style="list-style-type: none"> - Démobilisation des populations par insuffisance de ressources financières pour faire face aux nombreuses demandes.
2	Approche Faire-faire	<ul style="list-style-type: none"> - Appui conseil et exécution par des ONGs locales ; - Valorisation des ressources humaines locales ; - Contribution à la croissance économique locale ; - Contrôle de qualité par les services de l’Etat ; - Transfert de compétence. 	<ul style="list-style-type: none"> - Interruption du suivi des activités par les ONG après les travaux. 	<ul style="list-style-type: none"> - Transfert de compétences aux populations par des structures connaissant bien les réalités biophysiques et socio-économiques des communes ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Certains prestataires de services sont basés à Niamey, donc loin des communautés (ex AFRICH à Loga et ABC-Ecologie à Tondikiwindi).
3	Appropriation et pérennisation des Actions	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de comités de gestion pour toutes les activités pour assurer le suivi, les entretiens et gestion des actions même après le projet. 	<ul style="list-style-type: none"> - Gardiennage et entretiens des ouvrages de certains sites pastoraux constituent une source de préoccupation comme à Edouk où plusieurs ouvrages sont cassés et le comité reconnaît son impuissance sans appui extérieur. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les comités de gestion constituent au niveau de plusieurs sites, le garant de la durabilité des actions même après le projet. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le manque de ressources financières pour certains comités de gestion des sites pastoraux récupérés constitue un obstacle à la pérennisation (Edouk).
4	Forte Mobilisation	<ul style="list-style-type: none"> - Environ 2 milliards de F cfa mobilisés de 2009 à 2011 sur les 	<ul style="list-style-type: none"> - Arrêt de certains programmes clés en 2010 comme le 	<ul style="list-style-type: none"> Le co-financement a permis la complémentarité et la 	<ul style="list-style-type: none"> Instabilité politique qui pourrait faire baisser

	des co-financements	8 sites ; - Besoins exprimés par les populations couverts par d'autres partenaires.	programme spécial ; - Absence de planification conjointe de tous les partenaires.	synergie d'actions des intervenants sur tous les sites	certaines cofinancements.
5	Réalisation des études préalables	15 études préalables réalisées dont 4 sur les Koris, 8 sur les comités existants, 1 situation de référence du projet, 1 manuel de procédure, et 1 dispositif de suivi-évaluation du projet ont permis de : - Disposer de données récentes et fiables ; - mieux planifier les interventions ; - Partager les informations avec tous acteurs et partenaires.	- La durée des études et les ressources qui y sont allouées	Les études ont facilité le renforcement des comités existants et faciliter la recherche de financement pour le traitement des berges des Koris comme à la commune Niamey 1 et Loga	Pour les 4 études sur les Koris, le risque réside dans la durée de recherche de cofinancement des gabions car les données techniques peuvent être dépassées
6	Engagement des populations	Un très fort engouement des populations, des élus locaux et des autorités tant administratives que coutumières a été observé sur les 5 sites visités	La limitation des ressources financières et certains retards dans les activités faiblissent cet engouement (fortes demandes en cultures maraichères, en embouche, eau potable...)	- Réplicabilité des actions ; - Appropriation et pérennisation des actions.	Problèmes de mobilisation des cofinancements.
7	Genre	- Forte mobilisation des femmes et des jeunes y compris dans les travaux de CES/DRS ; - Accès à la sensibilisation et aux formations ; - Fort engouement pour le maraichage et les ateliers de couture.	Certaines activités spécifiques aux femmes vulnérables (embouches, petit crédit...) ne sont couvertes par le projet.	Les activités génératrices de revenus (AGR) comme les ateliers de couture et le maraichage sont des succès et constituent des leviers pour réduire la vulnérabilité et la pauvreté des femmes et jeunes filles.	Non implication des femmes des organes décisionnels dans les comités de gestion.

Il ressort de l'analyse des éléments portant sur la démarche générale du projet que **le niveau de performance est Très Satisfaisant (HS)**.

Les réalisations détaillées des résultats 1, 2, 3 et de la gestion du projet sont indiqués ci – après.

2. RESULTAT 1

2.1. Bilan et appréciation des réalisations par produits

Le résultat 1 est intitulé : la résilience des systèmes de production alimentaire et les communautés vivant dans l'insécurité alimentaire, est renforcée pour leur permettre de faire face au changement climatique.

Dans le document du projet, le résultat 1 comporte treize (13) produits ou activités dont les réalisations sont indiquées ci- dessous.

Produit 1.1 : Vulgariser des semences de variétés résistantes à la sécheresse qui ont fait l'objet d'un essai et d'un test.

- **Indicateur1.1.1.** Le nombre d'agriculteurs qui utilisent des variétés améliorées à la faveur des interventions du Projet.

Tableau 3 : Résultat des acquis sur l'utilisation des semences améliorées fournies par le projet

Indicateur	Points Forts	Points faibles	Opportunités	Risques
<p><u>Indicateur : 1.1.1 :</u></p> <p>Le nombre d'agriculteurs qui utilisent des variétés améliorées à la faveur des interventions du Projet.</p> <p>HS</p>	<p>- 1161 paysans ont utilisé des semences des variétés résistantes à la sécheresse soit 2322% de taux de réalisation ;</p> <p>- redistribution des semences produites et rachetées à 280 paysans pilotes et surtout à 1040 autres paysans volontaires ;</p> <p>.</p> <p>-Effet tache d'huile de l'utilisation des semences de variétés améliorées à travers les autres villages ;</p> <p>- Achat de 13.208 kg de semences pour redistribution en 2012 pour une large diffusion de ces variétés.</p>	<p>-Sous estimation du nombre de paysans lors de la conception du projet (50) ;</p>	<p>-L'utilisation de semences de variétés résistantes à la sécheresse dans le contexte des communautés vulnérables cibles est très prometteuse en ce sens qu'elle est susceptible de garantir une production alimentaire et soustraire les populations concernées de la faim ;</p> <p>-Amélioration des revenus financiers des paysans .</p>	<p>-non respect des conditions de multiplication de semences.</p>

- **Indicateur 1.1.2.** Les rendements sont supérieurs à ceux des cultures traditionnelles ;
- **Indicateur 1.1.3.** La production excédentaire a augmenté par rapport à celles des cultures traditionnelles

Les réalisations relatives à ces deux indicateurs sont détaillées dans le tableau 4 ci- après.

Tableau 4. Récapitulatif des informations concernant la comparaison des rendements des cultures

Indicateur	Points Forts	Points faibles/contraintes	Opportunités	Risques
<p><u>Indicateur 1.1.2 :</u> Les rendements sont supérieurs à ceux des cultures traditionnelles (HS)</p> <p><u>Indicateur : 1.1.3</u> La production excédentaire a augmenté par rapport à celles des cultures traditionnelles. (HS)</p>	<p>-Rendements des variétés améliorées sont 3 fois supérieurs (rdt HKP : 1500 kg/ha vs 400kg /ha pour variété locales). Au plan des forces, les variétés de mil et sorgho résistantes à la sécheresse ont pleinement démontré leur supériorité aux variétés locales avec des rendements 3 fois supérieurs à ceux des variétés traditionnelles en 2010 ;</p> <p>- Même en 2011 qui fut une année de mauvaise pluviosité, les rendements des variétés résistantes à la sécheresse ont été largement supérieurs à ceux des variétés locales de mil et de sorgho ;</p>	<p>-quelques attaques de parasites sur le sorgho ;</p>	<p>- une grande opportunité pour les populations pour s'assurer une production alimentaire adéquate même de dans les années de faible pluviosité ;</p> <p>-Source importante de revenus financiers pour les producteurs de semences ;</p>	<p>-dégénérescence des variétés améliorées de mil lorsqu'elles ne sont pas isolées des variétés locales ;</p>

➤ **Indicateur 1.1.4** : Nombre de paysans pilotes formés à l'utilisation des variétés résistantes à la sécheresse.

L'objectif recherché est qu'à la fin du Projet, au moins 50 paysans pilotes auront été formés. Après deux années d'exécution, ce sont 280 paysans, soit 560%, qui ont été formés. La formation de ces paysans a été assurée par les services de l'Agriculture. Il apparaît ici que l'objectif de 50 paysans pour un projet de 4 ans n'est pas ambitieux et les résultats obtenus ont démontré la faible estimation quantitative de cet objectif.

Tableau 5 : Récapitulatif des points forts et faibles, les opportunités et risques de l'indicateur

Indicateur	Points Forts	Points faibles	Opportunités	Risques
<p><u>Indicateur 1.1.4</u> :</p> <p>Nombre de paysans pilotes formés à l'utilisation des variétés résistantes à la sécheresse.</p> <p>(HS)</p>	<p>-Formation de 280 paysans aux techniques de production de semences ;</p> <p>-Effet tache d'huile à partir des nombreux paysans formés en production de semences.</p>	<p>-Faible rigueur de certains paysans dans l'application du paquet technologique sur la production de semences.</p>	<p>Les 280 paysans pilotes formés (à raison de 140 par an) à l'utilisation des variétés résistantes à la sécheresse constituent un fort potentiel pour l'organisation et la mise en place d'un réseau de multiplicateurs-producteurs professionnels de semences.</p>	<p>Le risque est l'abandon de la « profession » par les multiplicateurs par manque de marchés car la production de semences à un cout. Si les semences sont distribuées gratuitement aujourd'hui, cela ne pourra et ne devra pas être le cas dans le long terme. C'est cela le défi à relever dans quelques années et auquel le Projet devra penser dès aujourd'hui pour la durabilité de ses actions dans ce domaine particulier.</p>

Produit 1.2 : Effectuer des essais en milieu paysan sur des variétés résistantes à la sécheresse qui n'ont pas été soumises à des essais et à des tests.

➤ **Indicateur 1.2.1 :** Nombre de variétés résistantes à la sécheresse qui ont fait l'objet d'un essai en milieu paysan.

L'objectif recherché est qu'à la fin de la première année au moins quatre variétés résistantes à la sécheresse n'ayant pas fait l'objet d'essai auront été soumises à des essais en milieu paysan. A la mi-parcours, ce sont 6 variétés résistantes à la sécheresse qui ont fait l'objet d'essai en milieu paysan. Il convient de noter cependant qu'en fin de première année, ce sont 3 variétés qui ont été soumises à des essais en milieu paysan et non 4 et puis 3 autres en fin de deuxième année soit 6 au total. Cela est néanmoins satisfaisant. Au plan agronomique, les résultats obtenus sont satisfaisants également et les variétés soumises à essai ont été très appréciées par les paysans.

Tableau 6 : Récapitulatif des points forts et faibles, les opportunités et risques de l'indicateur du produit

INDICATEUR	POINTS FORTS	POINTS FAIBLES	OPPORTUNITES	RISQUES
<p><u>Indicateur 1.2.1 :</u> Nombre de variétés résistantes à la sécheresse qui ont fait l'objet d'un essai en milieu paysan</p> <p>HS</p>	<p>-6 variétés soumises à essai en milieu paysan ont démontré leurs performances même en 2011 qui fut une de faible pluviosité ;</p> <p>- Ces performances ont convaincu les paysans de la nécessité d'utiliser ces variétés et d'abandonner les variétés locales ;</p> <p>- 1040 paysans volontaires ont accepté de semer leurs champs avec les variétés résistantes dès la deuxième année de l'opération ;</p> <p>- ferme volonté et l'engagement des populations à n'utiliser désormais que des semences issues des variétés résistantes.</p>	<p>Les faiblesses sont les mêmes que celles indiquées au titre de l'indicateur 1.1.4</p>	<p>Les opportunités sont les mêmes que celles citées au titre de l'indicateur 1.1.4</p>	<p>Les risques sont les mêmes que ceux indiqués au titre de l'indicateur 1.1.4</p>

Produit 1.3 : Créer, réhabiliter, gérer des banques céréalières.

➤ **Indicateur 1.3.1** : Nombre de banques céréalières réhabilitées.

L'objectif visé est qu'à la fin de la troisième année, 3 banques céréalières soient réhabilitées. Après deux années d'exécution du projet, ce sont 52 banques céréalières qui ont été réhabilitées, soit un taux de réalisation de 1733% (HS). Il faut cependant noter que cette opération s'était réalisée dans le cadre de cofinancement, avec donc d'autres partenaires.

➤ **Indicateur 1.3.2** : Nombre de banques céréalières créées et opérationnelles.

L'objectif recherché est qu'à la fin de la quatrième année, au moins 27 banques céréalières soient créées et opérationnelles. A la fin de la deuxième année de mise en œuvre du projet, ce sont 36 banques céréalières qui ont été créées et sont opérationnelles, soit un taux de réalisation de 133% (HS).

➤ **Indicateur 1.3.3** : Nombre de comités de gestion mis en place.

A la fin de la quatrième année, au moins 7 comités de gestion devraient être mis en place et sont capables de gérer les finances et de remplacer les stocks des banques céréalières. Aujourd'hui, il est fait état de 88 comités de gestion qui assurent les fonctions précitées, soit un taux de réalisation de 1257% (HS).

➤ **Indicateur 1.3.4** : Nombre de personnes formées au sein des comités de gestion.

Il est attendu qu'à la fin de la quatrième année, au moins 49 personnes sont formées au sein des comités de gestion. Il est fait état de 440 personnes formées à la fin de la deuxième année du Projet, soit un taux de réalisation 897.9% (HS).

➤ **Indicateur 1.3.5** : Quantités de nourriture disponibles dans les banques céréalières.

A la fin du Projet, les banques céréalières seront remplies à 70% de leur capacité. Pour le moment les banques céréalières sont en place et commencent à contenir les produits à stocker.

Tableau 7 : Récapitulatif des points forts et faibles, les opportunités et les risques de l'indicateur 1.3.

INDICATEUR	POINTS FORTS	POINTS FAIBLES	OPPORTUNITES	RISQUES
<p><u>Indicateur 1.3.1 :</u> Nombre de banques céréalières réhabilitées</p> <p>HS</p>	<p>- Il est remarquable de constater que les objectifs relatifs au nombre de banques céréalières à réhabiliter ; à créer et rendre opérationnelles, et le nombre de comités de gestion, de ces banques à mettre en place ont été tous largement dépassés (3 vs 52). Il en est de même du nombre de personnes formées au sein des comités de gestion. Ceci est un aspect positif à noter. La sécurité alimentaire s'est améliorée du fait de l'existence de ces Banques qui assurent ainsi un approvisionnement de proximité et à prix modéré. La gestion par les COGES est bonne par endroits.</p>	<p>- Insuffisance dans la supervision et le suivi ;</p>	<p>- disponibilité des céréales à porté de main ; - Prix raisonnable pour les populations</p>	<p>- Le manque de supervision régulière et de suivi-accompagnement risque de compromettre la bonne marche des banques et la bonne tenue de la gestion.</p>
<p><u>Indicateur 1.3.2 :</u> Nombre de banques céréalières créés et opérationnelles</p> <p>HS</p>	<p>- Création des banques et leurs opérationnalités (27 vs 36)</p>	<p>- gestion avec du personnel de faible niveau de formation dans le domaine</p>	<p>- Disponibilité des banques</p>	
<p><u>Indicateur 1.3.3 :</u> Nombre de comités de gestion mis en place.</p> <p>HS</p>	<p>- création des COGES et leur formation (7 vs 88)</p>	<p>- Faible niveau de formation dans le domaine</p>	<p>- Disponibilité des banques - Prix abordable</p>	

<p><u>Indicateur 1.3.4 :</u> Nombre de personnes formées au sein des comités de gestion. HS</p>	<p>- Existence de personnes formées (49 vs 440)</p>	<p>- Faible niveau à améliorer</p>	<p>- Avoir quelques membres formés</p>	<p>- Insuffisance dans le suivi de la gestion</p>
<p><u>Indicateur 1.3.5 :</u> Quantités de nourriture disponibles dans les banques céréalières</p>	<p>- Stocks déjà distribués au passage de la mission</p>	<p>- Insuffisance de la disponibilité des céréales</p>	<p>- Existence des céréales</p>	<p>- Dispositif de conservation à prévoir</p>
<p>Il ressort du tableau ci-dessus que sur un total de 88 BC réhabilités ou créés, 41 sont situés dans la commune de Tondikiwindi soit 46.5%, 21 dans la commune de Aderbisnat soit 23.8%, 6 dans la commune de Roumbou soit 6.8%. Les BC ont toutes été réalisées sur cofinancement par des partenaires comme WOLD VISION, CARE, CRS/USAID/OXFAM,....</p>				<p>-</p>

Produit 1.4. Créer et gérer des banques fourragères.

Cette activité a été financée par les cofinancements. Le PANA a réalisé une enquête terrain qui a montré que dans les 8 sites d'intervention du projet, dix huit (18) Banques pour Aliments Bétail (BAB) ont été créées et sont fonctionnelles sur 13 prévues (**138,4%**) comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 8: Situation des Banques pour Aliments Bétail par site

Communes	Banques Aliments Bétail
Tondikiwindi	8
Chetmarie	2
Soudouré	0
Roumbou	0
Kaou	0
Loga	0
Aderbisnet	8
Tanout	0
Total	18
La performance du projet (138,4%) est Très Satisfaisante (HS) pour la mobilisation des ressources des cofinancements pour ce produit	

Source : Rapport VNU PANA

Il ressort du tableau qu'en réalité 89% des banques créées l'ont été dans seulement deux communes à savoir Aderbisnat et Tondikiwindi .

Produit 1.5 Créer et gérer des boutiques d'engrais et pesticides (produits phytosanitaires).

- **Indicateur 1.5.1 :** Nombre de boutiques d'engrais et de pesticides créées et opérationnelles.

L'objectif recherché est qu'à la fin de la troisième année, 3 boutiques d'intrants soient opérationnelles. Après deux (2) années de mise en œuvre, il a été réalisé 5 boutiques d'intrants. Rappelons que cette activité a été réalisée en cofinancement. Le taux de réalisation est de 166.6%. (HS)

- **Indicateur 1.5.2 :** Nombre de comités de gestion mis en place.

Sur une prévision de 3 comités de gestion, 5 ont été mis en place, chaque boutique étant dotée d'un comité de gestion, soit un taux de réalisation de 166.6% (HS).

- **Indicateur 1.5.3 :** Nombre de personnes formées au sein des comités de gestion.

Il était prévu la formation de 21 personnes au moins à la troisième année du Projet et ce sont 30 membres des comités qui ont été formés à la mi-parcours du Projet, soit un taux de réalisation 143%.

- **Indicateur 1.5.4 :** Quantités d'engrais et pesticides disponibles dans les boutiques.

L'objectif était qu'à la fin de la troisième année du Projet, les boutiques d'engrais et de pesticides soient remplies à 70% de leur capacité. Cet objectif ainsi libellé, n'est pas pertinent. Le taux de remplissage, surtout en période de vente, est très variable dans le mois, la semaine et même au cours d'une même journée. Il serait plus pertinent de s'intéresser par exemple aux mouvements de stock pendant la période des ventes, ou au taux de couverture des besoins des membres.

Tableau 9 : Récapitulatif des points forts et faibles, les opportunités et les risques de l'indicateur 1.5.

INDICATEURS	POINTS FORTS	PONTS FAIBLES	OPPORTUNITES	RISQUES
Indicateur 1.5.1 : Nombre de boutiques d'engrais et de pesticides créées et opérationnelles. HS	- Mise en place de boutiques d'intrants agricoles ; (3 vs 5)	- Analphabétisme des membres du comité de gestion ;	- Accès aux engrais et pesticides à travers les boutiques est une opportunité offerte pour améliorer la production agricole.	- Absence ou faiblesse de supervision et de suivi- accompagnement peuvent compromettre la bonne gestion et le bon fonctionnement des boutiques provoquant à terme leur déperissement.
Indicateur 1.5.2 : Nombre de comités de gestion mis en place. HS	- Mise en place de comité de gestion ; (3 vs 5)			
Indicateur 1.5.3 : Nombre de personnes formées au sein des comités de gestion HS	- Formation des membres des comités mis en place. (21 vs 30)			
Indicateur 1.5.4 : Quantités d'engrais et pesticides disponibles dans les boutiques.	- Disponibilité de 13 208 kg de semences améliorées.			

Produit 1.6: Creuser des puits et mettre en place des systèmes d’approvisionnement en eau potable pour les êtres humains et les animaux

Cette activité est financée par les cofinancements. Au cours de deux années d’exécution du projet 158 puits modernes ont été creusés à raison de 43 dans la commune de Tondikiwindi, 51 dans la commune de Chétimari, 12 dans la commune de Soudouré, 10 dans la commune de Loga, 36 dans la commune d’Aderbissanat. Les communes de Rounbou, Kaou et Tanout n’ont pas bénéficié de puits modernes. Donc sur les 8 sites le creusement de points d’eau modernes a concerné cinq (5) sites, soit 62,5%. Les besoins en eau potable restent à couvrir, car sur un total de 4172 puits à réaliser, 158 seulement ont été faits soit un taux de 3.78%. La performance au niveau de ce produit est dans ce cas peu **Satisfaisante (U)**.

Produit 1.7 : Augmenter les périmètres irrigués au niveau des villages

➤ Indicateur 1.7.1/ nouvelles superficies des périmètres irrigués au niveau des villages.

L’objectif recherché était qu’à la fin du Projet, les périmètres irrigués au niveau des villages seront étendus d’au moins 50%. Une enquête est en préparation pour déterminer le niveau d’atteinte de cet indicateur. Les résultats de cette enquête n’étaient pas disponibles jusqu’à la fin de la mission d’évaluation à mi parcours.

Produit 1.8: Fixer le sol des terres agricoles à l’aide de banquettes :

Cette activité a été financée sur cofinancements par les différents partenaires intervenant dans la zone d’intervention du projet . Sur une prévision de 1 340 ha , 1440 ha ont été réalisés, soit une performance de **107,5%**. Sur les huit (8) sites du projet, les travaux ont eu lieu sur quatre (4), soit 50% (PANA, 2011) comme indiqué au tableau ci-dessous. Cependant, au passage de la mission d’évaluation à Edouk (kaou), plusieurs sites traités en demi-lunes avec apport de fumure organique, sur cofinancement AFRICARE furent visités. Pour les communes d’Aderbissanat, Rounbou et Tanout, la nature sableuse des sols peut justifier l’absence d’ouvrages anti-érosifs. Dans ces communes, l’accent est plutôt mis sur l’ouverture de bandes pare-feux pour protéger les pâturages. **Au regard des activités réalisées par la mobilisation des cofinancements la performance du projet est très satisfaisante (HS).**

Tableau 10 : Superficies traitées sur cofinancement de 2009 à 2011

SITES	CRS/DRS (Ha)
Tondikiwindi	240
Chetimari	160
Soudouré	488
Rounbou	0
Kaou	0
Loga	552
Aderbisnat	0
Tanout	0
Total	1440

Source : Rapports VNU/PANA, 2011

Sur la base d’une estimation de 350 \$ par hectare (prodoc PANA résilience), les efforts financiers sont de l’ordre de 252 millions F CFA.

Le manque de données sur le suivi des indicateurs d’impacts ne permet pas d’analyser les gains en rendements agricoles dus aux ouvrages, estimés à 25% dans le prodoc du PANA résilience.

Produit 1.9: Stabiliser le sol des zones pastorales par la construction de banquettes, la plantation d'arbres et le semis d'espèces fourragères résistantes à la sécheresse.

Avant d'aborder les acquis de ce produit, il y a lieu de souligner que certains objectifs globaux initiaux contenus dans le prodoc ont été déclinés en plusieurs activités dans le manuel de S & E. C'est ainsi que les superficies des terres pastorales à traiter par banquettes, le nombre d'arbres à planter ont été recentrés pour prendre en compte par exemple la nécessité d'ouvrir des bandes pare-feux en saison de production importante de phytomasse.

Le tableau ci-dessous présente les activités menées, les points forts et faibles y compris la performance, ainsi que les opportunités et les risques. **Le niveau de performance des activités est très satisfaisant (HS).**

Tableau 11 : Analyse des activités de stabilisation des sols réalisées en zones pastorales

Activités	Points forts	Points Faibles	Opportunités	Risques
Confection de Banquettes Et Demi lunes	<ul style="list-style-type: none"> - 555 ha récupérés sur 470 prévus, soit 118% : performance très satisfaisante (HS) ; - Normes techniques respectées, notamment à Badoko, Sorko, Ekadé/Kaou, Tondikiwindi (ABC-Ecologie) ; - Transfert de compétences aux populations ; - Transfert de ressources monétaires à travers le Cash for work (80 000 bénéficiaires) ; - Mise en place et formation de comités de gestion sur tous les sites pour assurer l'entretien, la gestion et la pérennisation des sites traités ; - Réduction de l'exode rural ; - Amélioration du pâturage extensif. 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de géo référencement des sites traités ; - Site inapproprié (sable) et Banquettes cassées à Edouk (Association villageoise) ; - Mauvaise orientation des ouvrages, 50% Banquettes non semées à Tondibia/Tondikiwindi sur le site d'ILAF (rapport VNU) ; - Faible régénération naturelle sur ces 2 sites. 	<ul style="list-style-type: none"> - Ouvrages fonctionnels et bonne régénération naturelle à Ekadé - Badoko et Sorko ; - Réduction de l'érosion hydrique ; - Production biomasse ; - Replicabilité des ouvrages par les agro-pasteurs dans leurs champs ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Disparition des ouvrages à Edouk si les entretiens et la protection Biologique ne sont pas assurés ;
Plantations D'arbres	<ul style="list-style-type: none"> - 66 480 arbres plantés sur 250 prévus dans le prodoc soit 26592%, performance très satisfaisante (HS) ; - Espèce plantée : Acacia senegal (gommier), Bauhinia rufescens - Normes techniques globalement respectées (16 plants/Banquettes) ; - Transfert de ressources monétaires à travers le Cash for work ; - Gardiennage assuré et Croissance normale des plants sur tous les sites comme à Ekadé, Badoko, et Sorko (Tanout, Loga, Tondikiwindi). 	<ul style="list-style-type: none"> - Site 2011 non planté à Tondikiwindi par ABC-Ecologie ; - Trouaisons non conformes aux normes techniques sur plusieurs sites ; - Insuffisance des regarnis. 	<ul style="list-style-type: none"> - Production de bois et de pâturages aériens ; - Production de gomme arabique, donc de revenus monétaires aux populations ; - Amélioration de la biodiversité et lutte contre la désertification. 	<ul style="list-style-type: none"> - Destruction des plantations à Kaou et Aderbissnet par forte pression de animaux (surpâturage)

<p>Ensemencement et diffusion de graminées fourragères</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 70 collecteurs de semences fourragères formés et équipés par le CNSF (Convention CNSF et SE/CNEDD) - Espèces : <i>Cenchrus biflorus</i>, <i>Panicum leatum</i>, <i>Zornia glochidiata</i>, <i>Tephrosia linearis</i>, <i>Eragrotis temula</i>, <i>Alysicarpus ovalifolus</i> - Ensemencement des sites PANA résilience avec des semences fourragères de qualité ; - Achat des semences par PANA résilience et les autres projets auprès des collecteurs à des prix variant de 3 000 F à 5000 F/Kg - Revenus monétaires aux populations les plus vulnérables (exemple : 3 600 000 à Tondikiwindi) - Fort engouement des populations pour l'activité ; - Activité se répand au-delà des collecteurs formés ; - Plus de 100 sacs collectés et semencés par an ; - Forte demande de semences. 	<ul style="list-style-type: none"> - Arrêt du suivi des activités par le CNSF pour des raisons de ressources financières - Manque de mesures des effets de la contribution des sites traités sur l'alimentation du cheptel 	<ul style="list-style-type: none"> - Diffusion au niveau local de plantes fourragères appréciées et résistantes aux sécheresses ; - Protection et valorisation des sites dégradés récupérés ; - Amélioration des conditions de vie des plus vulnérables. 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés d'écoulement des semences (Kaou)
<p>Bandes Pare feux</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 1555 km linéaires réalisés - Normes techniques respectées ; - Protection des pâturages assurée ; - Transfert de ressources monétaires à travers le Cash for work ; - Transfert de compétences par la formation de 50 brigadiers anti-feux - Réduction de l'exode rurale. 	<ul style="list-style-type: none"> - Manque de géo référencement des sites ; - Insuffisance de suivi de certains sites de 2011 par l'encadrement local (Dakoro) - Activité peu reproductible par les populations sans appui extérieur. 	<ul style="list-style-type: none"> - Protection des pâturages en année de bonne saison agro-sylvo-pastorale ; - Permet de retenir les animaux plus longtemps en zone pastorale 	<ul style="list-style-type: none"> - Retard dans le démarrage de l'activité (octobre).

La mission a procédé à des vérifications des normes techniques des ouvrages CES/DRS et des pare - feux au niveau de quatre (4) des cinq (5) sites visités. Les mesures ont été faites au ruban gradué de 50 m. Les superficies des terres récupérées ainsi que les longueurs totales des bandes pare feux n'ont pas été géo référencées (mesures au GPS et cartographie). Sur les 5 sites visités par la mission, un seul site d'ouverture de bandes pare feux a pu être visité dans la commune de Roumbou. Les normes techniques sont globalement respectées. Le choix du site était pertinent en raison de la présence de pâturages encore au mois de Mai. La qualité des travaux est « Bonne » car les bandes sont bien nettoyées et la paille est dégagée du côté sous le vent. L'orientation des bandes est « très satisfaisante », car elles sont perpendiculaires à la direction des vents dominants venant du Nord-Est.

Dans la confection des banquettes, les normes techniques contractuelles sont respectées sur tous les sites. Sur le site d'Edouk (Kaou), le mauvais choix du site (banquettes sur site sableux de Edouk) a entraîné la rupture des ouvrages, le comblement prématuré des rigoles (ND) et l'affaissement des ouvrages. Le comité villageois est incapable d'assurer l'entretien des ouvrages et le gardiennage du site. S'agissant de la qualité des travaux, elle est bonne partout sauf sur le site de Edouk ; **les banquettes de Badoko et de Sorko réalisées par l'ONG AFRICH sont les meilleures de tous les sites visités.** Les ensemencements de graminées fourragères achetées auprès des collecteurs locaux formés par le CNSF sont semées sur tous les sites sauf sur le site de Tondibia réalisé par l'ONG ILAF où c'est un ensemencement de sorgho fourrager qui été fait sur seulement 50% des banquettes (rapport VNU). Le sorgho fourrager qui ne donne pas de graines est inapproprié pour la réhabilitation des terres dégradées à but pastoral. Il est donc recommandé qu'ILAF reprenne l'ensemencement avec des semences fourragères collectées localement sur la totalité des banquettes.

Concernant les plantations d'arbres, elles ont été effectuées sur tous les sites sauf à Tondibia par l'ONG ABC-Ecologie qui doit reprendre en 2012 cette activité prévue dans le contrat. Les espèces plantées sont *Acacia senegal*, *Bauhinia rufescens* et *Acacia nilotica* à raison de 16 plants/Banquette. Le taux de survie est moyen, nécessitant un regarni en 2012 sur tous les sites. Le manque de mesures de la production de phytomasse dans les banquettes ne permet pas d'évaluer la contribution des sites traités à l'alimentation du cheptel dans la zone d'intervention du projet.

Produit 1.10 Fixer les dunes autour des cuvettes.

Ce produit qui était axé dans le prodoc sur la fixation des dunes autour des micro-barrages a été recentré dans le manuel de suivi-évaluation sur la fixation de **20** dunes autour des basfonds et cuvettes de la commune de Chétimari. Le projet PANA n'ayant pas financé sur ses ressources propres cette activité, les réalisations ont été faites par les cofinancements. Les efforts déployés par le projet a permis de mobiliser pour la seule année 2011 au titre des cofinancements un montant de **67,8 Millions** de F cfa pour la fixation de **678 ha** de dunes dans la commune de Chétimari comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau 12 : Superficies de dunes fixées dans la commune de Chétimari

Partenaires	Superficies	Coût (CFA)
Fonds PPTTE	120 ha	1 2 000 000
Programme d'urgence	408 ha	40 800 000
CCA/ONG ORKA	75 ha	7 500 000
Programme grande muraille verte	75 ha	7 500 000
Total	678 ha	67 800 000

Le Ministère de l'Hydraulique et de l'environnement a contribué à hauteur de **60 300 000 F** cfa, soit **89%** des cofinancements. **La performance du projet est satisfaisante au titre de ce produit (S).**

Produit 1.11: Construire des gabions et seuils d'épandages dans les endroits où l'effondrement des berges des cours d'eau dû aux inondations constitue une menace pour les infrastructures villageoises et les terres.

Le PANA Résilience a réalisé sur ressources propres quatre (4) études ressortant les problèmes de ravinement et les solutions à apporter pour les résoudre à Soudouré, Aderbisnat, Badoko et Roumbou. Ces études ont été validées à travers des ateliers.

Les travaux physiques sont prévus surtout sur les cofinancements. C'est dans ce cadre que des actions en cours sont à : i) Arrondissement communal de Niamey1 : traitement de Koris sur cofinancement par le Programme d'Actions Communautaires II (PAC II), la Cellule Crise Alimentaire (CCA), et le Programme AAP ; ii) Loga : traitement de kori à Badoko par le PAC II, le CICR et le PANA Résilience ; iii) Aderbisnat : aménagement de la mare de Tchintaborak par le CICR. **Cependant, les informations chiffrées ne sont pas disponibles au moment du passage de la mission d'évaluation.**

Tableau 13 : Construction de gabions et de seuils d'épandage

Activités	Points forts	Points faibles	Opportunités	Risques
Construction Gabions et seuils	<ul style="list-style-type: none"> - 4 études réalisées et validées (Koris et mares) sur 5 (3 Koris et 2 seuils), soit 80% : Bonne qualité des études : caractérisation des ravinements, dimensionnement et budgétisation des propositions d'actions - Sur la base de ces études, il y a eu : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Commune Ny1 : interventions du PAC II, de la CCA et d'AAP ✓ Aderbisnat : le CICR sur la mare de Tchintaborak ✓ Loga : PAC II, CICR et PANA <p>La Performance du projet est satisfaisante</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Faible appropriation des contenus des études par les élus locaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Documents de plaidoyer (études) disponibles pour les communes - Protection des infrastructures (Soudouré, Loga) - Mise en valeur mares (Tchintaborak) 	<ul style="list-style-type: none"> - Données de ravinement et budgets dépassés si les financements des travaux physiques tardent à venir

Produit 1.12 : Etablissement et formation de comités de gestion des activités d'utilisation des terres dans le résultat 1.

Huit (8) études sur la situation des comités existants au niveau des huit(8) communes du Projet sont disponibles et des propositions sont formulées pour la création de nouveaux comités ou le renforcement de ceux existants. Le point fort est la création de ces comités au niveau de chaque site du projet. Le point faible concerne surtout le niveau d'éducation des

membres du comité. L'existence de comités de gestion sur les sites du projet constitue une opportunité pour la durabilité des activités.

Produit 1.13: Suivi-évaluation des activités et gestion du projet

Le dispositif de suivi-évaluation du projet a été bâti sur un ensemble d'indicateurs et d'outils accessibles à tous les acteurs. La contribution des VNU (notamment à Kaou et Tondikiwindi) au suivi-évaluation a été remarquable, car elle a permis à tous les acteurs au niveau local de participer activement à la mise en œuvre du projet (expression des besoins, planification, exécution, suivi et évaluation des activités. L'analyse du dispositif de suivi-évaluation est présentée au tableau ci-dessous.

Tableau 14 : Analyse du dispositif de suivi/évaluation

Eléments d'analyse	Points forts	Points faibles	Opportunités
<p>Pertinence /qualité des mécanismes et outils de suivi /évaluation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réunions du Comité de pilotage - Implication des acteurs - Fonctionnalité des cadres de concertation - Production et exploitation des rapports - Circulation de l'information 	<ul style="list-style-type: none"> - Situation de référence du projet disponible - Manuel des procédures opérationnelles disponibles - Elaboration d'un dispositif de suivi-évaluation du projet avec des indicateurs et des outils accessibles à tous les acteurs ; - Elaboration d'un plan de suivi annuel des activités du projet; - Mécanismes et outils mis en place assez bien maîtrisés par les acteurs - Elaboration des fiches de suivi des activités ; - 3 réunions du CP tenues - Elaboration d'une PIR 2011 - Implication des populations et des partenaires dans la planification et le suivi des activités - Cadres de concertation au niveau national et local opérationnel - Régularité du suivi des activités à travers les missions de terrain - Régularité de la production des rapports périodiques (trimestriels, annuels...) - Elaboration de neuf (9) rapports trimestriels d'activités du projet ; - Elaboration de deux (2) rapports annuels des activités du projet -2010-2011 ; - Deux (2) revues à mi-parcours du PTA - Exploitation régulière des rapports périodiques du projet par tous les acteurs (bonne circulation de l'information) - Mise à disposition par le projet d'informations techniques et socio-économiques dont il dispose à tous les acteurs et partenaires à travers les ateliers d'échanges et la diffusion des rapports. La Performance du projet est Très Satisfaisante. 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance du suivi des indicateurs d'impacts des ouvrages CES/DRS sur l'érosion hydrique et sur la production fourragère et l'alimentation du cheptel - Manque de ressources financières en temps opportun pour le suivi de certaines activités (2012) 	<ul style="list-style-type: none"> - Participation et adhésion des populations et de tous les acteurs aux activités du projet - Transparence et bonne gouvernance des activités - Décisions consensuelles et recentrage au besoin des activités

Produit 1.14: Mise en place des organes de coordination et de pilotage du projet

L'analyse de la gestion du projet a été focalisée sur l'UGP, notamment les effectifs, les compétences pluridisciplinaires utilisées, la planification des activités, les moyens logistiques déployés, l'assistance technique et la gestion comptable. Les résultats sont présentés au tableau ci-dessous.

Tableau 15: Analyse de la Gestion du projet

Eléments d'analyse	Points Forts	Points Faibles	Commentaires
Réalisations En 2 ans	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place des membres de l'UGP ; - Arrêté N°055/PM/CNEDD/SE du 18/03/2010 portant création du Comité National de Pilotage (CNP) du Projet ; - Sélection et installation 8 VNU au niveau communal - Tenue de trois (3) réunions de CP ; - Deux audits organisés et satisfaisants - Missions de terrain 	<ul style="list-style-type: none"> - Faibles communications publiques - Absence des VNU aux réunions de CP 	La Performance de la gestion globale du projet est Satisfaisante (S)
Effectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Equipe UGP réduite (4 personnes) - VNU dynamiques et bien intégrés dans leur milieu (Kaou et Tondikiwindi) 	<ul style="list-style-type: none"> - Sous – utilisation de l'agent en communication du CNEDD 	
Compétences disciplinaires	Bonne exécution multidisciplinaire car les activités sont mises en œuvre par les institutions de l'Etat (INRAN, DMN, CNSF, SE/SDR) les ONG et BE avec le contrôle des services techniques	Faible contribution des institutions de formations	
Organisation interne	Le suivi-évaluation est la cheville ouvrière de l'organisation interne.		
Planification du travail	Participative et pluri-disciplinaire	<ul style="list-style-type: none"> - Non prise en compte de certains besoins (embouches...) 	
Utilisation des NTIC	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation systématique d'internet par toute l'équipe - Présence d'une flotte de téléphones (UGP & VNU) 		
Moyens logistiques	Un véhicule pick up double cabines pour toutes les courses et les missions de terrain	Véhicules insuffisants	Envisager l'achat d'un véhicule 4X4 station wagon (missions)
Assistance technique	L'apport au titre du PNUD du CTP/AAP au PANA a été substantiel en particulier dans les études, la capitalisation (posters...) et les missions de terrain		
Gestion comptable et financière	<ul style="list-style-type: none"> -Transparence dans la passation des marchés -Régularité de la tenue des comptes (Audit 2010 OK) 		

3. RESULTAT 2:

3.1. Bilan et appréciation des réalisations par produits

La capacité institutionnelle du secteur de l'agriculture et de l'eau est renforcée, notamment les services d'information et de vulgarisation, pour faire face aux changements climatiques, y compris la variabilité du climat

Produit 2.1: Renforcer les capacités institutionnelles pour soutenir la gestion des risques liés au climat dans le cadre de la gestion de l'élevage et de l'agriculture au niveau national, départemental et villageois.

Le SE/CNEDD veille à : *«l'intégration de la dimension changements climatiques (IDCC) et son adaptation dans les politiques, stratégies et programmes de développement»* (décret N° 2011- 057/ PCSRD/PM du 27 Janvier 2011).

En effet, cette intégration dans les politiques et stratégies nationales et sectorielles favorise une plus grande appropriation des réponses aux changements climatiques et présente les avantages suivants :

- des réponses plus intégrées, fondées sur une compréhension plus complète des liens, opportunités, risques et contraintes ;
- des réponses plus efficaces, grâce à une meilleure coordination entre les secteurs et les divers niveaux de gouvernance ;
- des réponses plus efficaces, grâce à une priorisation et une allocation des ressources plus éclairées ;
- tous ces avantages se traduisant par des réponses plus durables.

C'est dans ce cadre que le SE/SDR, a signé une convention avec le SE/CNEDD pour accomplir cette mission. Le travail s'est déroulé pendant plus d'une année. D'importants résultats intermédiaires ont été obtenus, mais le travail a été interrompu tout dernièrement par la suppression de la SDR au profit de l'i 3N. Cependant, l'intégration des CC dans les PDC des communes a été entreprise pour l'année 2012. Les forces, les faiblesses, les opportunités et les risques liés à l'activité sont présentés au tableau ci-dessous.

Tableau 16 : Analyse des résultats du renforcement des capacités institutionnelles pour soutenir la gestion des risques liés au climat.

Activités	Points forts	Points faibles	Opportunités	Risques
Convention DMN et SE/CNEDD	<ul style="list-style-type: none"> - Convention de partenariat entre la Direction de la Météorologie Nationale (DMN) et le SE/CNEDD (2010); - Cent (100) pluviomètres et un serveur sont achetés et fournis à la DMN pour renforcer le dispositif de la collecte et traitement des données dans les communes d'intervention du projet (2011); - Organisation de huit (8) ateliers de formation sur l'intégration des informations météorologiques et agro météorologiques pour la prise de décisions en matière d'activités agropastorales dans les huit (8) communes du projet; - Un voyage d'étude effectué au Mali sur l'expérience d'utilisation d'information météorologique et agro météorologique 	<ul style="list-style-type: none"> - le Serveur acheté par PANA est non opérationnel à cause du manque du système d'exploitation - Quelques difficultés de prise en charge de la remontée de l'information météo (des paysans vers les services agricoles et météo) ont été relevées sur le terrain 	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation de l'information météorologique et agrométéorologique par les producteurs ruraux dans le processus de décision (dates de semis, choix de semis...) - Mise à contribution des radios communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> -Lenteur dans le dispositif de l' DMN -Insuffisance des moyens
Intégration de la dimension des changements climatiques dans la SDR (IDCC/SDR)	<ul style="list-style-type: none"> - Les 14 programmes de la SDR sont pris en compte - Mise en place d'un comité IDCC/SDR regroupant tous les ministères concernés en vue de produire un document qui prendrait en compte les CC. - Niveau d'avancement enregistré - <i>Diagnostic réalisé</i>: aspects institutionnels, juridiques, forces, faiblesses et opportunités de chaque secteur - <i>Méthodologie élaborée</i> : Elaboration des référentiels climatiques, environnementaux et socio-économiques - <i>Formulation/ reformulation réalisée</i> (visions 	<ul style="list-style-type: none"> - Plan d'action et budget de l'IDCC/SDR non finalisé - Validation, adoption et diffusion non réalisées - Ressources financières insuffisantes 	<ul style="list-style-type: none"> - Réponses aux CC plus intégrées, plus efficaces et plus efficientes - Envisager la finalisation de l'IDCC dans le cadre de l'initiative 3N, - Notamment son Axe 3 intitulé: - « Amélioration de la résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, 	<ul style="list-style-type: none"> La suppression du SE/SDR peut compromettre l'aboutissement de cet exercice si des liens ne sont pas établis avec l'initiative 3N.

	stratégiques et actions); - <i>Plan d'action et budget en finalisation</i> - Tous les acteurs institutionnels (Ministères sectoriels) ont bien participé à l'exercice ; - Renforcement des capacités des membres du comité IDCC/SDR		crises alimentaires et catastrophes naturelles »	
Intégration de la dimension des changements climatiques dans les PDC	- 4 PDC sont en cours de révision lors du passage de la mission d'évaluation, communes de : Tondikiwindi, Loga, premier arrondissement communal de Niamey et Roubou - Canevas national consensuel élaboré et validé, experts nationaux recrutés : le cheminement comporte : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Diagnostic : cartes diachroniques de l'occupation des sols, Outils MARP et savoirs locaux, analyse données climatiques, analyse vulnérabilité socio-économique, analyse des impacts... ✓ Formulation Plan d'actions, Elaboration PDC ✓ Adoption et contrôle de conformité par le conseil communal ✓ Diffusion PDC par les maires et les préfets 	- Absence de certains services techniques dans les communes	- Transfert de compétences - Réponses efficaces et efficiences à la vulnérabilité - Participation concertée de tous les intervenants dans le financement des actions prioritaires d'adaptation	Manque d'adhésion pleine et entière du conseil communal
Intégration de la dimension des changements climatiques dans le code rural	Néant	Aucune activité n'a été entreprise au cours des deux années	Elaboration avec les COFO des 8 sites des stratégies locales permettant aux éleveurs de s'adapter aux changements climatiques	Manque de temps pour parachever le processus qui doit être participatif, itératif et pluridisciplinaire
La performance globale du projet au niveau de ce produit est estimée à 60%, donc, Satisfaisante (S)				

Produit 2.2 : Renforcement des capacités institutionnelles en matière d'intégration de la dimension CC dans le secteur de la gestion et l'approvisionnement en eau

Les activités menées au titre de ce produit ont concerné des appuis à la Commission Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (CNEA) logée au MH/E et la Commission Technique Eau et Développement Durable du CNEDD pour organiser des conférences et des rencontres d'échanges sur les CC. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour intégrer la dimension des CC dans la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) et l'Ordonnance n°93-014 du 02 mars 1993 portant régime de l'eau au Niger, modifiée et complétée par la loi n°98-041 du 7 décembre 1998. L'analyse des résultats obtenus sont présentés au tableau ci-après.

Tableau 17 : Analyse de l'IDCC dans le secteur de l'approvisionnement en eau

Activité	Points Forts	Points faibles	Opportunités	Risques
IDCC dans le secteur de l'approvisionnement en eau	<ul style="list-style-type: none"> - Organisations de 2 conférences sur les liens entre les CC et les ressources en eau par la CNEA et la CTEDD : Sensibilisation des acteurs de l'eau sur la problématique et les solutions d'adaptation envisageables - Organisation d'une rencontre de sensibilisation des conseillers pédagogiques de base : Cibles vecteurs de changements et de comportements au niveau local - Performance : peu satisfaisante (U) 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'IDCC dans la GIRE et le régime de l'eau - Les conférences et rencontres ont des impacts dans la durée - Pas d'agents formés au niveau local, départemental et régional 	<ul style="list-style-type: none"> - Meilleure gestion des ressources en eau basée sur la concertation (GIRE) - Prise en compte de l'assainissement dans la gestion des points d'eau potables au niveau local 	<ul style="list-style-type: none"> - Adoption de stratégie ou de textes nouveaux n'ayant pas pris en compte la dimension des CC

Produit 2.3. Renforcement des capacités institutionnelles en vue de la création de nouveaux moyens d'existence résistants aux CC

La création de microprojets sur le maraichage et les centres de coutures pour jeunes filles ont suscité sur tous les sites un fort engouement des populations, en particulier celui des femmes

et des jeunes filles. Ces activités ont généré des revenus monétaires non négligeables à cette frange de la population.

Tableau 18 : Analyse de la création de nouveaux moyens d’existence, résistants aux CC

Activités réalisées	Points Forts	Points Faibles	Commentaires
Activités Génératrices de revenus	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre de 7 microprojets maraichage ; - Six (6) microprojets de création des centres de couture soumis et financés au profit des jeunes ; - Création de revenus aux plus vulnérables qui sont les femmes et les jeunes filles 	<ul style="list-style-type: none"> - Auto-évaluations souvent non réalisées; - Insuffisance dans les comptes d’exploitation 	Le maraichage et les centres de coutures constituent les activités « Phares » du PANA
Information sensibilisation des populations des 8 sites du PANA sur les risques et opportunités liés au changement climatique et sur l’adaptation	<ul style="list-style-type: none"> - Signature des contrats avec 6 radios communautaires (60 émissions/Radio) pour une campagne de sensibilisation sur les risques et opportunités liés au changement climatique et sur l’adaptation; - Atelier de formation des Inspecteurs et Conseillers pédagogiques de base 1 des zones d’intervention du projet sur les risques et opportunités liés au changement climatique et sur l’adaptation 		La performance du projet est Très Satisfaisante (HS)

4. RESULTAT 3 : LA COMPOSANTE LEÇONS APPRISSES ET GESTION DES SAVOIRS EST MISE EN PLACE.

4.1. Bilan et appréciation des réalisations par produits

Produit 3.1: Les savoirs et les leçons apprises pour soutenir la mise en œuvre des mesures d’adaptation sont compilés et diffusés.

Après deux (2) années de mise en œuvre du projet, les activités de capitalisation et de diffusion des bonnes pratiques enregistrées ont porté essentiellement sur la compilation et la diffusion des activités du projet comme indiqué au tableau ci-dessous. Les leçons apprises à travers la mise en œuvre des activités du projet restent encore à capitaliser, à diffuser et à valoriser.

Tableau 19 : Analyse de la capitalisation, diffusion et valorisation des leçons apprises

Activités	Points Forts	Points Faibles	Commentaires
Savoirs et leçons apprises Capitalisées et diffusées	<p>Au niveau national :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise à jour du site Web du CNEDD, www.cnedd.niger.norg, avec fenêtre sur PANA résilience ; - Publication d'articles sur les activités du PANA résilience dans le journal « INFO-CNEDD » ; produit à plus de 1000 exemplaires/trimestre, le journal est lu et apprécié par le grand public, les professionnels et les scolaires ; - Réalisation de deux (2 films documentaires sur les activités du projet destinés aux populations des sites) ; - Expositions des produits aux conférences/ateliers... - Collaboration avec CARE Niger dans le cadre du projet « Adaptation Learning Programme» - Conception et réalisation de posters sur les activités phares du projet (Semences, maraichage, CES/DRS, ateliers de couture...) et diffusion aux acteurs et partenaires du projet ; - Existence de nombreuses photos et films sur le déroulement des activités du projet ; <p>Au niveau local :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Diffusion de posters sur les activités particulières réalisées dans chaque site dans le but d'informer/sensibiliser et former les populations, les COGES, les élus locaux et les acteurs du projet sur les résultats atteints ; - Capitalisation et diffusion des leçons apprises dans le cadre du projet Italie-CILSS de LCD et de réduction de la pauvreté dans les départements de Loga, Illéla et Keita ; <p>Quelques bonnes leçons déjà à retenir:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Aspects organisationnels des populations bien assurés et début de la responsabilisation sur tous les sites ; ✓ Les conditions de durabilité de certaines activités « phares » comme le maraichage, l'utilisation des semences améliorées, les ateliers de couture, sont perceptibles sur tous les sites ✓ Documentation riche du projet : rapports, études, photos, films <p>- La Performance du projet au niveau du produit est satisfaisante (S).</p>	<ul style="list-style-type: none"> - A ce stade, les résultats obtenus ont porté surtout sur la génération d'informations sur les activités du projet - les activités sont encore très récentes pour en tirer de véritables leçons 	<ul style="list-style-type: none"> - Le processus de capitalisation des leçons apprises qui est en cours doit se poursuivre

5. GESTION DU PROJET

A l'issue de l'analyse des résultats physiques sur le terrain et de l'appréciation du volume et la qualité des documents réalisés par PANA résilience, la mission d'évaluation s'est aussi penché sur le suivi - évaluation et la gestion du projet. Les commentaires de l'équipe sur ces deux points décrits dans les tableaux ci –après.

5.1. Suivi-évaluation

Pour le Suivi-évaluation, les éléments d'analyse, les points forts et faibles, les opportunités et les risque sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

Tableau 20 : Analyse du dispositif de suivi/évaluation

Eléments d'analyse	Points forts	Points faibles	Opportunités	Risques ?
Pertinence/qualité des mécanismes et outils de suivi/évaluation - Réunions du Comité de pilotage - Implication des acteurs - Fonctionnalité des cadres de concertation - Production et exploitation des rapports - Circulation de l'information	- Situation de référence du projet disponible - Manuel des procédures opérationnelles disponibles - Elaboration d'un dispositif de suivi-évaluation du projet ; - Elaboration d'un plan de suivi annuel des activités du projet; - Mécanismes et outils en place assez bien maîtrisés par les acteurs ; - Elaboration des fiches de suivi des activités du projet ; - 3 réunions du Comité de Pilotage (CP) tenues ; - Implication des populations et des partenaires dans la planification et le suivi des activités ; - Cadres de concertation au niveau national et local opérationnel ; - Régularité du suivi des activités à travers les missions de terrain ; - Régularité de la production des rapports périodiques (trimestriels, annuels...) ; - Exploitation régulière des rapports périodiques du projet par tous les acteurs (bonne circulation de l'information) ; - Mise à disposition par le projet d'informations techniques et socio-économiques dont il dispose à tous les acteurs et partenaires à travers les ateliers d'échanges et la diffusion des rapports. - Performance du projet satisfaisante (S)	- Peu de supports cartographiques utilisés (manque de géo référencement des sites traités) - Manque d'outils simplifiés de suivi /évaluation à utiliser par les populations (auto-évaluations communautaires des activités) - Insuffisance du suivi des indicateurs d'impacts des ouvrages CES/DRS sur l'érosion hydrique et sur la production fourragère et l'alimentation du cheptel	- Participation et adhésion des populations et de tous les acteurs aux activités du projet ; - Transparence et bonne gouvernance des activités - Décisions consensuelles et recentrage au besoin des activités	

5.2. Gestion du Projet

Pour la gestion du projet, les éléments d'analyse, les points forts et faibles, les opportunités et les risque sont indiqués dans le tableau ci-après.

Tableau 21: Analyse de la Gestion du projet

Eléments d'analyse	Points Forts	Points Faibles	Commentaires	Risque
Effectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Equipe UGP réduite mais efficace ; - VNU dynamiques et bien intégrés dans leur milieu ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Sous utilisation de l'agent en communication du CNEDD. 	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation rationnelle de l'agent de communication du CNEDD au profit du PANA résilience 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible diffusion des acquis du projet
Compétences disciplinaires	<ul style="list-style-type: none"> - Bonne exécution multidisciplinaire car les activités sont mises en œuvre par les institutions de l'Etat (INRAN, DMN, CNSF, SE/SDR), les ONG, les communes, les bureaux d'études et consultants avec le contrôle des services techniques déconcentrés 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des missions des responsables régionaux sur les sites ; - Insuffisance des missions des membres du comité de pilotage sur les sites du PANA résilience 	<ul style="list-style-type: none"> - L'équipe fournit assez d'efforts pour accomplir ses attributions sur le terrain 	
Organisation interne	<ul style="list-style-type: none"> - Engouement de l'équipe à réaliser les activités sur le terrain 	<ul style="list-style-type: none"> - L'insuffisance de véhicules peut retarder les missions ; - faible association du CP aux missions de terrain 	<ul style="list-style-type: none"> - Lenteur dans la transmission et le traitement du courrier ; 	
Planification du travail	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de plans trimestriels et annuels des activités 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible diffusion des documents auprès des partenaires (CP, régions, départements) 	<ul style="list-style-type: none"> - La masse d'informations ou d'acquis du projet doit être largement diffusée 	
Utilisation des technologies de l'information électroniques		<ul style="list-style-type: none"> - A développer pendant les deux années restantes du projet 		
Moyens logistiques	<ul style="list-style-type: none"> - Un véhicule pick up double cabines 	<ul style="list-style-type: none"> - Véhicules insuffisants 	<ul style="list-style-type: none"> - En raison de la dispersion des 8 communes sur tout le territoire national et de difficulté d'accessibilité de 	

			certaines sites il y a une nécessité absolue d'envisager l'achat d'un véhicule 4X4 station wagon pour renforcer les missions de terrain	
Assistance technique	Existence d'un spécialiste en CC	Faible utilisation des compétences du spécialiste en CC		
Dispositifs de passation de marchés	Conforme aux normes			

IV. ANALYSE DES ASPECTS FINANCIERS

4.1. BILAN ET APPRECIATION DES DEPENSES

Le coût global du projet PANA résilience est de \$ 3 700 000 pour les quatre années de sa durée. Les dépenses réalisées pendant les deux années d'exécution s'élèvent à \$ 1 854 692,5. Il ressort de cette exécution budgétaire une consommation de 50% du coût total du projet pour la période de 2010 et 2011. En effet, le projet dispose actuellement de la somme de \$ 1 854 692, 5.

Tableau 22 : Situation d'exécution budgétaire au titre de l'année 2010 et 2011

ACTIVITES	Budget Total	Année 2010	Année 2011	Cumul dépenses 2010 et 2011	Solde
Activité1 : La résilience des systèmes de production alimentaire et/ou des communautés victimes de l'insécurité alimentaire, est renforcée pour leur permettre de faire face aux changements climatiques					
FONDS GEF	2 188 263	499 082	329 413	828 495	
FONDS TRAC	-	-	4 426	4 426	
S/T 1	2 188 263	499 082	333 839	832 921	1 355 342
Activité 2 : La capacité institutionnelle du secteur de l'agriculture et de l'eau est renforcée, notamment les services d'information et de vulgarisation, pour faire face aux changements climatiques, y compris la variabilité du climat					
FONDS TRAC	120 000	204,60	254,00	459	
FONDS GEF	956 842	70 043,13	320 401,16	390 444	
S/T 2	1 076 842	70 247,73	320 655,16	390 903	685 939
Résultat 3 : La composante leçons apprises et gestion des savoirs est mise en place.					
FONDS TRAC	80 000	74,40	5 246,44	5 321	
FONDS GEF	22 000	-	16 282,15	16 282	
S/T3	102 000	74,40	21 528,59	21 603	80 397
Activité 4 : Gestion du projet					
FONDS TRAC	-	91 875,43	123 351,79	215 227	
FONDS GEF	332 895	130 408,06	227 593,06	358 001	
S/T4	332 895	222 283,49	350 944,85	573 228	-240 333
PERTE POUR CHANGE	-	22 642,43	4 009,55	26 652	-26 652
TOTAL	3 700 000	814 330,05	1 030 977,42	1 845 307,47	1 854 692,53

4.2. EXECUTION BUDGETAIRE

La situation de l'exécution budgétaire est détaillée dans le tableau 22 ci-dessus et indique le niveau de consommation pour chacun des trois résultats. En effet, pour le résultat 1, les fonds engagés étaient de \$ 2 188 263 et les dépenses cumulées de 2010 et 2011 s'élèvent à \$ 832 921 d'où un reliquat de \$ 1 355 342, soit un taux d'exécution de 61, 9%. Pour le résultat 2, les fonds engagés étaient de \$ 1 076 842 et les dépenses cumulées de 2010 et 2011 s'élèvent à \$ 390 903 d'où un reliquat de \$ 685 939, soit un taux d'exécution de 63, 6%. Pour le résultat 3, les fonds engagés étaient de \$ 102 000 et les dépenses cumulées de 2010 et 2011 s'élèvent à \$ 21 603 d'où un reliquat de \$ 80 397, soit un taux d'exécution de 78, 8 %. Pour le résultat 4, les fonds engagés étaient de \$ 332 895 et les dépenses cumulées de 2010 et 2011 s'élèvent à \$ 573 228 d'où un dépassement de \$ - 240 333 soit un taux d'exécution de 101, 7 %. Pour l'ensemble des dépenses des deux années d'exécution du projet, les fonds engagés étaient de \$ 1 845 307, 47 sur un global du projet de \$ 3 700 000 d'où un reliquat de \$ 1 854 692,53. Ainsi, le taux global d'exécution du projet pour les deux années est de 50,12%, environ la moitié du budget total du projet.

4.3. BILAN ET APPRECIATION DES DEPENSES ADDITIONNELLES

Les dépenses additionnelles ont concerné essentiellement les recrutements des huit (8) VNU par le PNUD qui assurent actuellement leurs frais administratifs (Salaire et autres). Le recrutement des VNU a contribué à la réussite des réalisations du projet sur le terrain. En effet, les VNU ont efficacement représenté l'UGP et le PNUD au niveau de la mise en œuvre des activités du projet.

4.4. BILAN ET APPRECIATION DES COFINANCEMENTS DU PROJET

Le montant du cofinancement programmé était de 5 475 000 000 CFA (\$10,950,000) mais le montant mobilisé par le PANA Résilience est de 2 045 857 502 FCFA, soit environ la moitié pour les deux années d'exercice. On peut conclure que le PANA résilience a fait une bonne prestation dans ce domaine d'action. La performance est satisfaisante (S). Il faut aussi souligner que des projets programmés lors de la conception du PANA résilience, ont été suspendus et ou ont simplement quitté le pays pour des raisons d'instabilité politique qu'a connu le Niger.

V. ANALYSE DES ASPECTS INSTITUTIONNELS DES PARTENAIRES IMPLIQUES DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

L'implication des partenaires dans la mise en œuvre des activités du projet a été très déterminante, car chaque partenaire a contribué de façon variée à la réussite des réalisations palpables sur le terrain. Le détail des éléments d'analyse sont indiqués ci-après par type de partenaire.

5.1. AU NIVEAU DES PARTENAIRES FINANCIERS

Le rôle de chaque partenaire financier a été analysé par rapport aux deux années d'exécution du projet. Les appréciations de la mission d'évaluation à mi parcours sont décrites ci-dessous.

Tableau 23 : Principaux partenaires financiers et leurs rôles dans la mise en œuvre du PANA

Partenaires	Points Forts	Points Faibles	Commentaires
PNUD	<ul style="list-style-type: none"> - Recrutement des 8 VNU pour les 8 sites du projet ; - Apporte son cofinancement y compris le paiement des VNU ; - Suivi de l'exécution budgétaire ; - Supervise les activités sur le terrain - (1 mission effectuée) ; - Appui à l'élaboration à mi-parcours de l'EMP ; - Participation aux 3 réunions du CP ; - Organisation de 2 revues annuelles de PTA ; - Consolidation des rapports annuels du projet préparés par l'UGP et transmission au bureau régional PNUD/FEM ; - Organisation des revues annuelles des PTA ; - Organisation de 2 audits annuels (2010 et 2011). 	<ul style="list-style-type: none"> - Retard répétitif des décaissements des fonds 	<p>Problème de gestion normale dus aux retards des décaissements</p>
Agences Internationales	<ul style="list-style-type: none"> - Participation aux cofinancements : sécurité alimentaire... - Agences : PAM, Banque Mondiale, USAID/CRS 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de cadres formels de concertation pour des programmations conjointes des activités - Manque d'harmonisation des indicateurs de suivi 	<p>Les synergies constatées dans les actions sur le terrain peuvent être renforcées autour du maire à travers les PDC</p>
Projets et Programmes	<ul style="list-style-type: none"> - Forte participation aux cofinancements : CES/DRS, BC, B intrants, Irrigation, Maraichage, BAB, Eau potable... - Projets : AAP, PACII, FICODE, LUCOP, FIDA, PASP, PRODEX 		
ONG Internationales	<ul style="list-style-type: none"> - Participation aux cofinancements : BC, Intrants, Eau potable, CES/DRS... - ONG : World Vision, CARITAS, OXFAM, CARE, EAU-Vive, AFRICARE 		
ONG Nationales	<ul style="list-style-type: none"> - Participation assez bonne aux cofinancements : BC, Aliments bétails, CES/DRS, Maraichage... - ONG: KARKARA, ABC-Ecologie, TIMIDRIA, AREN... 		

Les partenaires financiers intervenant dans les 8 communes du PANA mènent des activités complémentaires (exemples édifiants à Tondikiwindi, Commune Ny I, Aderbisnat, Loga). La principale faiblesse constatée est un manque de programmation conjointe des activités de tous les partenaires. **La performance du projet est satisfaisante (S).**

5.2. AU NIVEAU DES PARTENAIRES DES MINISTÈRES IMPLIQUÉS DANS LE PROJET

Le rôle joué par les partenaires des Ministères impliqués dans le projet est décrit dans le tableau 24 ci-dessous en indiquant les points forts et faibles et un commentaire.

Tableau 24 : Partenaires institutionnels étatiques et leurs rôles dans la mise en œuvre du PANA

Institutions	Points Forts	Points Faibles	Commentaires
SE/CNEDD	<ul style="list-style-type: none"> - Supervision et Bonne gestion du projet (audit 2010 bon) ; - Mise à disposition de locaux au projet ; - Recrutement satisfaisant du personnel du projet ; - Participation aux 3 réunions du comité de pilotage ; - -Facilite la bonne participation des acteurs étatiques et ceux de la société civile aux activités du PANA à travers les commissions techniques : CC, LCD, EDD... ; - Bonne mobilisation des cofinancements d'un montant d'environ 2 milliards de F cfa. 	<ul style="list-style-type: none"> - Retard dans le traitement du courrier 	
Secrétariat Exécutif SDR	<ul style="list-style-type: none"> - Il a assuré la présidence de 3 CP du Projet ; - Assez bonne exécution de la convention IDCC dans la SDR. 	<ul style="list-style-type: none"> Institution aujourd'hui supprimée 	<ul style="list-style-type: none"> -Nécessité d'établir un lien entre l'axe 3 de l'I3 N et les activités du PANA ;
Ministère de l'Hydraulique et de l'Environnement	<ul style="list-style-type: none"> - Participation à 3 CP du projet ; - Mise en œuvre de l'IDCC dans le secteur de l'eau et de l'assainissement à travers la CNEA ; - Bonne mise en œuvre de l'activité « Semences Fourragères » à travers le CNSF ; - Forte participation à la mobilisation des cofinancements à travers le programme d'urgence, les fonds PPTTE, le Programme Grande Muraille Verte, Programme Hydraulique villageoise... 	<ul style="list-style-type: none"> La dimension changement climatique n'a pas encore été intégrée dans le régime de l'eau et de l'assainissement et la GIRE 	<ul style="list-style-type: none"> -Poursuite des processus IDCC avec les ministères publics
Ministère de l'Agricole	<ul style="list-style-type: none"> - Participation des agents au niveau local 		
Ministère de l'Elevage	<ul style="list-style-type: none"> - Participation des agents au niveau local 	<ul style="list-style-type: none"> - Pas bien impliqué dans le processus de collecte et de vente des semences fourragères 	

Direction de la Météorologie Nationale	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre d'une convention de partenariat avec le SE/CNEDD pour l'acquisition de 100 pluviomètres et d'un serveur pour renforcer le dispositif de collecte et de traitement des données agro-météorologiques dans les 8 communes ; - Organisation de 8 ateliers dans les communes pour l'intégration des données météo par les producteurs pour la prise de décision ; - Organisation d'un voyage d'études au Mali sur leur expérience en matière d'utilisation des données météo par les producteurs ruraux. 	- Serveur non fonctionnel ;	
Ministère du Plan et du Développement Communautaire	<ul style="list-style-type: none"> - Participation à 3 CP ; - Participation à la mobilisation des cofinancements. 		
Université de Niamey		Pas impliqué dans la mise en œuvre des activités du projet	
INRAN	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre d'une convention de partenariat avec le SE/CNEDD pour la consolidation des activités agricoles (2010 – 2011) ; - disponibilité des semences améliorées - Suivi régulier sur le terrain. 		
Services décentralisés de l'Etat	<ul style="list-style-type: none"> - Bon suivi et du contrôle de qualité de toutes les activités par les services techniques sur les 8 sites - (Environnement, Agriculture, Génie Rural, Elevage, Développement Social, Plan & Développement Communautaire. 	- Les services techniques ne sont pas basés dans certaines communes (Rombou, Tondikiwindi)	
Administration territoriale	<ul style="list-style-type: none"> - Veille à la conformité des actes des communes ; - Assure la supervision des activités : Préside des lancements avec couverture médiatique des activités de confection de banquettes, de pare-feux, de maraichage.... 	Absence de cadres formels de concertation de tous les intervenants dans les départements et régions	

Au cours des deux premières années de mise en œuvre du projet, tous les acteurs étatiques se sont impliqués dans la mise en œuvre. La poursuite du rôle clé (IDCC dans la SDR) confié au Secrétariat Exécutif de la SDR doit être envisagée à travers les 3N, notamment son Axe 3. **La performance du projet au niveau de ce produit est satisfaisante (S)**

5.3. AU NIVEAU DES AUTRES PARTENAIRES

Le rôle joué par les autres partenaires est décrit dans le tableau 25 ci-dessous en indiquant les points forts et faibles et un commentaire.

Tableau 25 : Rôles joués par les autres partenaires dans le projet

Acteurs	Points forts	Points faibles	Commentaires
Communautés Cibles (Populations) cibles	<ul style="list-style-type: none"> - Participation active à toutes les études de références et celles de traitement des berges de Koris et mares ; - Expression claire et précise de leurs besoins lors de l'élaboration des micro-projets, - Fort engouement dans l'exécution des activités (Badoko, Tondikiwindi, Kaou, Roumbou, CNY1 notamment) ; - Forte participation des femmes et des jeunes à toutes les activités (CES/DRS, maraichage, semences fourragères) - Mise en place de 13 comités villageois de gestion pour la pérennisation des activités de CES/DRS dans les 8 communes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Non participation aux réunions de CP - Insuffisance d'auto-évaluations communautaires des activités 	Les conditions d'appropriation et de pérennisation des actions sont en bonne voie dans toutes les communes
Municipalités (8)	<ul style="list-style-type: none"> - Participation aux 3 CP du projet ; - Sélection locale des ONG prestataires de services : CES/DRS, pare-feux... - Approbation des micro-projets ; - Gestion locale de fonds de certaines activités ; - Animation des cadres de concertation locaux ; - Intégration de la dimension CC dans 4 PDC en cours. 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible participation aux cofinancements 	Les communes qui constituent les portes-d'entrées pour le développement ont peu de capacités locales en matière d'adaptation aux CC et à la variabilité du climat
Autorités coutumières	<ul style="list-style-type: none"> - Ils sont pleinement impliqués dans la mise en œuvre des activités du projet sur tous les sites : participation active à l'exécution de tous les microprojets 		

	<ul style="list-style-type: none"> - Participation à la supervision des travaux - Appui aux comités locaux (Exemple de la mise à disposition des centres de couture par certaines communes.) 		
Prestataires de services (ONGs Nationales, Bureaux d'études et Groupements villageois)	<ul style="list-style-type: none"> - Exécution satisfaisantes de 12 études - Bonne exécution des travaux de CES/DRS, pare-feux ; - transfert de compétences au niveau local. 	<ul style="list-style-type: none"> - Quelques manquements constatés sur le terrain : ILAF à Tondibia/ Tondikiwindi - Groupement d'Edouk/ Kao 	L'intervention des prestataires de services au niveau local favorise l'émergence et la disponibilité d'acteurs privés locaux
Société civile	<ul style="list-style-type: none"> - Participation aux 3 CP du projet - Organisation de conférences de sensibilisation du public sur les CC, la variabilité du climat et l'adaptation 	Seul le niveau central est actif	

Le projet a fait un grand effort pour que chacun des acteurs joue pleinement son rôle. **La performance du projet au niveau de ce produit est satisfaisante (S).**

VI. APPRECIATION DES PROGRES ET IMPACTS DES RESULTATS ATTEINTS PAR LE PROJET A MI PARCOURS

6.1. AU NIVEAU DES CHANGEMENTS INDUITS PAR LES RESULTATS DU PROJET

Les changements induits par les résultats du projet sont indiqués dans le tableau 26 ci-dessous.

Tableau 26 : Récapitulatif des points forts, faibles et commentaire sur les progrès et impacts du projet

Eléments d'analyse	Points forts	Points faibles	Commentaires
- Changements dans les conditions socio-économiques de la vie des populations	- Les résultats obtenus ont provoqué un véritable engouement pour les activités et un début de responsabilisation des populations	- Les impacts sont encore limités et nécessitent une consolidation	- Les activités pilotes réussies doivent être amplifiées par les cofinancements
- Changement dans les conditions environnementales des sites	- La régénération naturelle - et la bonne croissance des plantations observées sur les sites doivent être consolidées et bien gérées par les comités villageois	- Les superficies sont très limitées pour induire un impact significatif et les plantations et ensemencement de graminées fourragères sont récentes (2ans) pour avoir un impact environnemental	

Après deux ans de mise en œuvre du projet, les résultats physiques enregistrés sont globalement satisfaisants, mais il est encore trop tôt pour avoir des impacts significatifs sur les conditions de vie des populations et sur l'environnement.

6.2. AU NIVEAU DES STRATEGIES DU PROJET

Les appréciations sur les stratégies du projet sont développées dans le Tableau 27 ci – dessous

Tableau 27 : Récapitulatif des points forts, faibles et commentaire sur les progrès et impacts du PANA

Eléments d'analyse	Points forts	Points faibles	Suggestions
Efficacité de la stratégie de gestion des risques	<ul style="list-style-type: none"> - Les 17 activités en cours répondent bien aux conditions de vulnérabilité des populations - Bon choix des activités sur la sécurité alimentaire et les AGR - Les bandes pare feux en zones pastorales sont adéquates et efficaces 	La réalisation de banquettes en zones pastorales pose souvent des problèmes (sites sableux, gardiennage comme à Edouk)	Etendre la gamme d'activités pour prendre en compte par exemple la reconstitution du cheptel, l'embouche...
Efficacité de la stratégie de Conformité avec les critères de coûts additionnels des fonds du FEM	<ul style="list-style-type: none"> - Etude en amont de la conception du projet - Prise en compte des besoins des populations cibles 		
Approche participative développée	<ul style="list-style-type: none"> - Forte sensibilisation des populations sur les objectifs du projet 		
Renforcement des capacités des communes à mieux s'adapter aux CC	Existence de solide synergie entre l'UGP, VNU, et les Maires		

6.3. AU NIVEAU DES PARTENAIRES

Les partenaires des services techniques comme l'agriculture, la Météo, l'INRAN ont bien apprécié l'approche de la mise en œuvre mais surtout les résultats atteints en deux ans seulement. Pour des partenaires comme l'INRAN, le projet a servi de courroie de transmission des technologies de la recherche aux populations utilisatrices des semences améliorées. Pour le PNUD, la mise à disposition des VNU au niveau des mairies pour conduire les activités du projet constitue une contribution importante aux yeux des populations des sites visités.

6.4. AU NIVEAU DU CALENDRIER D'EXECUTION DES ACTIVITES DU PROJET

Il est évident que les activités du projet ont commencé avec un retard d'environ deux trimestres. Cependant, après le déblocage des fonds, la stratégie de programmation des activités par trimestre a beaucoup facilité la mise en œuvre. Le retard de décaissement au cours du projet a également retardé des missions importantes et même certaines opérations. Globalement, le projet a quelque peu rattrapé le retard. Cependant, les retards ne doivent plus se reproduire pour les deux années restantes du projet.

6.5. AU NIVEAU DES PERFORMANCES PAR RAPPORT AUX RESULTATS ACTUELS OBTENUS

L'équipe des consultants a beaucoup insisté sur cet aspect de performance des résultats du projet en résumant tous les acquis dans le tableau 28 ci-dessous.

Tableau 28 : Résumé des réalisations du projet tous sites confondus

Activités	Réalisations	Observations
Nombre de mesures d'adaptation au CC	✓ En deux ans le projet a réalisé 17 mesures sur les 29 programmées pour la durée du projet	Bonne performance (HS) ; 58.6%
Résultat 1	13 mesures	
Semences R1.1. et R1.2.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Signature d'une convention de partenariat entre l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRAN) et le SE/CNEDD dans le cadre de la mise en œuvre des produits 1.1 et 1.2 du projet ; ✓ mise en place de sept (7) comités locaux de gestion de semences par les Communaux de Développement Agricole (CDA); ✓ 280 producteurs pilotes de semences agricoles formés et encadrés ; ✓ 140 ha de terres emblavés en mil (HKP et SOSAT), niébé (TN5-78, K VX 30-309-6G, IT 97499-35) et sorgho (Mota Maradi) ; ✓ 3 375 Kg de semences achetées et livrées à la première année ; ✓ 10 brigadiers phytosanitaires formés au niveau de chaque commune d'intervention du projet ; ✓ quatorze (14) formations dispensées en techniques culturales au profit des 	<p>Très bonne performance (HS)</p> <p>Très bonne performance (HS) ; 7 vs 7 ; 100%</p> <p>Très bonne performance (HS) ; 50 vs 280 ; 560%</p> <p>Très bonne performance (HS) ; 4 vs 6 ; 150%</p> <p>Très bonne performance (HS)</p> <p>Bonne performance (S)</p>

	<p>nouveaux producteurs de semences par les Directions Départementales du Développement Agricole (DDDA) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Intrants agricoles achetés (28 tonnes 15-15-15, 28 tonnes d'urée, 560 sachets de fongicide, 280 litres de pesticides) au niveau local et mis à la disposition des producteurs pilotes par les services de l'agriculture ; ✓ Des semences stockées et conditionnées sont redistribuées à 140 producteurs pilotes ainsi qu'à 1040 paysans bénévoles pour faire tache d'huile ; 23 800 Kg en 2010 et 13 208 Kg en 2011 ✓ Des missions de suivi (INRAN, CDA, UGP, représentants communes) pour le suivi phénologiques de production des semences agricoles ; ✓ Des missions de collecte des données par les CDA, les VNU, l'INRAN et l'UGP; ✓ Tests de germination effectués par l'INRAN. 	<p>Bonne performance (S)</p> <p>Bonne performance(S)</p> <p>Bonne performance (S)</p> <p>Bonne performance(S)</p> <p>Bonne performance(S)</p> <p>Bonne performance(S)</p>
<p>Créer et gérer des banques céréalières</p> <p>R1.3.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Réalisation d'une enquête terrain pour déterminer le nombre de Banques Céréalières (BC) créées et opérationnelles ; ✓ 36 BC sont créées et opérationnelles ; ✓ 52 BC ont été réhabilités. 	<p>Très bonne performance (HS) ;</p> <p>3 vs 52 ; 1733.3%</p>
<p>Créer et gérer des banques fourragères.</p> <p>R1.4.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Réalisation d'une enquête terrain pour déterminer le nombre de Banques à Aliment Bétail (BAB) créées et opérationnelles ; ✓ 18 BAB sont créées et opérationnelles. 	<p>Très bonne performance (HS)</p> <p>13 vs 18 ; 138.4%</p>
<p>Créer et gérer des magasins de vente d'engrais et de pesticides</p> <p>R1.5.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Réalisation d'une enquête terrain pour déterminer le nombre de Banques d'Intrants Agricole (BIA) créées et opérationnelles ; ✓ 5 BIA sont créées et opérationnelles. 	<p>Bonne performance (S) ;</p> <p>3 vs 5 ; 166.6%</p>

<p>Creuser des puits et mettre en place des systèmes d’approvisionnement en eau potable pour les êtres humains et les animaux. R1.6.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Réalisation d’une enquête terrain pour déterminer le nombre de puits creusés ; ✓ 128 puits sont creusés et opérationnelles. 	<p>Très faible performance par rapport à la prévision : 4172 VS 158 (3,78%)</p>
<p>Augmenter les superficies irriguées au niveau des villages. R1.7.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les superficies ont augmentée de 50% au niveau des villages 	<p>Bonne performance : 50% vs 50% en fin de projet ; 100%</p>
<p>Fixer le sol des terres agricoles à l’aide de banquettes R1.8.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Réalisation d’une enquête terrain pour déterminer le la superficie traitée ; ✓ 982 hectares ont été traités. 	<p>Bonne performance : 982 vs 1340 ; 73%</p>
<p>Stabiliser le sol des zones pastorales par la construction de banquettes, la plantation d’arbres et le semis d’espèces fourragères résistantes à la sécheresse. R1.9.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ 19 Signatures des contrats avec les ONG prestataires de service sélectionnées au niveau local après un avis d’appel à candidature; ✓ Treize (13) comités de gestion des sites de récupération de terre mis en place et formés ; ✓ Des petits matériels de travail (pèles, pioches, cordes etc .) ont été fourni aux comités de gestion ; 555 ha d’espaces dégradés des zones pastorales restaurés par la construction d’ouvrages CES/DRS (banquettes et demi-lunes), plantation d’arbres et ensemencement d’espèces fourragères dans cinq (5) communes d’intervention du projet (Tondikiwindi, Loga, Kao, Aderbissinet et Tanout) ✓ 1555 km linéaires de bandes pare-feux ouvertes afin de sécuriser l’importante phytomasse enregistrée lors de la campagne agricole 2010 ; ✓ 66 480 arbres plantés le taux de réussite est passable en général ; ✓ Environ 80 000 bénéficiaires directes de ces travaux à Haute Intensité de Main d’œuvre (HIMO) ; 	<p>Très bonne performance (HS) après seulement deux années sur quatre ; 470 ha vs 555 ha ; 118%</p> <p>Très bonne performance (HS)</p> <p>-Très bonne performance (HS)</p>
<p>Fixer les dunes autour</p>	<p>- Fixation de 678 ha de dunes dans la</p>	<p>-Très bonne performance</p>

des cuvettes R1.10.	commune de Chétimari	(HS)
Construire des gabions et seuils d'épandages dans les endroits où l'effondrement des berges des cours d'eau dû aux inondations constitue une menace pour les infrastructures villageoises et les terres. R1.11.	quatre (4) études réalisées au niveau des sites où l'effondrement des berges des cours d'eau constitue une menace pour les infrastructures villageoises et les terres agricoles, et des propositions d'ouvrages ont été formulées.	4 études réalisées et validées (Koris et mares) sur 5 (3 Koris et 2 seuils), soit 80% : Bonne performance (S).
Etablissement et formation de comités de gestion des activités d'utilisation des terres dans le résultat 1. R1.12.	Huit (8) études sur la situation des comités existants au niveau des huit (8) sites du projet sont disponibles et des propositions sont formulées pour la création de nouveaux comités ou le renforcement de ceux existant.	Bonne performance (S), mais il faut trouver le financement avant la fin du projet
Dispositif de suivi et évaluation (S&E) R1.13.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le document de la situation de référence du projet est disponible ; ✓ Le document du manuel de procédures opérationnelles est disponible ✓ Le document du dispositif de suivi est disponible. 	Très bonne performance (HS)
R2	3 mesures sont réalisées	
Renforcer les capacités institutionnelles pour soutenir la gestion des risques liés au climat dans le cadre de la gestion de l'élevage et de l'agriculture au niveau national, départemental et villageois	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Signature de la convention de partenariat entre la Direction de la Météorologie Nationale (DMN) et le SE/CNEDD; ✓ Cent (100) pluviomètres et un serveur sont achetés et fournis à la Direction de la Météorologie Nationale pour renforcer le dispositif de la collecte et traitement des données dans les communes d'intervention du projet; ✓ Organisation de huit (8) ateliers de formation sur l'intégration des informations météorologiques et agro météorologiques pour la prise de décisions en matière d'activités agropastorales dans les huit (8) communes du projet; ✓ Un voyage d'étude effectué au Mali sur l'expérience d'utilisation d'information météorologique et agrométéorologique; ✓ Réunion de concertation avec les 	Bonne performance (S)

	<p>acteurs pour l'élaboration de la PIF_LCDF lors de la mission de l'équipe du PNUD régional ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Mission terrain de supervision des activités terrain par l'équipe régionale du PNUD accompagné par le niveau national ; ✓ Validation de la PIF_LCDF au cours d'un atelier tenue à Dosso; ✓ Processus d'Intégration de la Dimension Changement Climatique dans quatre communes (4) en cours dans les PDC des communes de Tondikiwindi, Loga, Niamey 1 et Roumbou ; ✓ processus d'Intégration de la Dimension Changement Climatique dans la Stratégie du Développement rural (SDR) en cours ; 	
<p>Renforcement des capacités institutionnelles en matière d'intégration de la dimension CC dans le secteur de la gestion et l'approvisionnement en eau</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ appui aux commissions (CNEA et CTEDD) pour l'organisation des réunions et conférences ; ✓ présentations sur les changements climatiques en lien avec les ressources en eau lors des rencontres ou ateliers sectoriels 	<p>Pour le moment aucune structure impliquée dans le projet n'a intégré les CC dans son plan d'action mais le processus a commencé dans certains cas comme les mairie, la SDR,.. ;</p>
<p>Renforcement des capacités institutionnelles en vue de la création de nouveaux moyens d'existence résistants au CC</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mission terrain et signature des contrats avec 6 radios communautaires pour une campagne de sensibilisation sur les risques et opportunités liés au changement climatique et sur l'adaptation sur les sites d'intervention du projet. Chaque radios animera 60 émissions sur les changements climatiques, l'adaptation et couvrira au niveau local les journées relatives à l'environnement ; ✓ Atelier de formation des Inspecteurs et Conseillers pédagogiques de base 1 des zones d'intervention du projet sur les risques et opportunités liés au changement climatique et sur l'adaptation. Cette formation a eu lieu 	<p>Bonne performance (S)</p>

	<p>au cours de la semaine climatique du CNEDD organisée à Tahoua ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en œuvre de 7 microprojets maraichage ; ✓ Six (6) microprojets de création des centres de couture soumis et financés au profit des jeunes filles ; ✓ Elaboration des posters de réalisation du projet sur le maraichage, les formations, la récupération des terres sur le maraichage. Ces posters multipliés en plusieurs exemplaires sont distribués aux acteurs et partenaires au niveau local, régional national et international 	
R3	Une seule mesure est réalisée	
<p>Les savoirs et les leçons apprises pour soutenir la mise en œuvre des mesures d'adaptation sont compilés et diffusés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Production des articles publiés dans le journal « Info-CNEDD »; ✓ Participation aux ateliers organisés par le projet Adaptation Learning Programme (ALP) de l'ONG-Care Niger; ✓ Participation à l'atelier d'échange en vue de la mise en place d'un cadre de concertation sur l'adaptation à Maradi; ✓ Actualisation du site web du CNEDD avec fenêtre des projets PANA-résilience et AAP; ✓ Production des posters sur les réalisations du projet en lien avec la vulgarisation et les essais des variétés résistantes à la sécheresse; ✓ Diffusion des leçons apprises dans les zones d'intervention du projet Fonds Italie-CILSS de Lutte contre la Désertification pour la Réduction de la Pauvreté au Sahel (FLCD/RPS). Il s'agit des départements de Loga, Illéla et Keita; ✓ Rapports d'activités sont diffusés auprès d'acteurs; ✓ Tenue à Tahoua de la rencontre de cadre de concertation avec les acteurs intervenant dans le domaine de l'adaptation au Changement climatique. Cette rencontre a donné lieu aux partages des expériences, des 	<p>Bonne performance (S) , mais cette activité doit commencer après deux ans de mise en œuvre du projet.</p>

	<p>leçons apprises et le développement davantage de la synergie d'intervention entre les différents intervenants dans les zones du projet ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Production de deux (2) films documentaires sur les réalisations du projet. 	
GESTION DU PROJET		
Mise en place des organes de pilotage et de coordination du projet	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en place des membres de l'Unité de Gestion du projet (Directrice du projet, Expert suivi-Evaluation, Assistant financier et Assistante Administrative ; ✓ Arrêté portant création du Comité National de Pilotage (CNP) du Projet ; ✓ Sélection et installation au niveau communal de huit (8) Volontaires des Nations Unies (VNU) en raison de un (1) par commune au titre du projet ; ✓ Tenue de deux (2) réunions annuelles (2010 et 2011) de rencontre UGP-VNU ; ✓ Tenue de trois (3) réunions de Comités de Pilotage du Projet ✓ Tenue de deux (2) rencontres annuelles de cadre de concertation avec les acteurs intervenant dans le domaine de l'adaptation au Changement climatique au Niger. Cette rencontre a donné lieu aux partages des expériences, des leçons apprises et le développement davantage de la synergie d'intervention entre les différents intervenants dans les zones du d'intervention du projet. 	Bonne performance (S) malgré le retard de plus de deux trimestres.
Suivi-évaluation des activités et gestion du projet	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Elaboration d'un document de situation de référence du projet ; ✓ Elaboration du manuel de procédures opérationnelles du projet ; ✓ Elaboration d'un dispositif de suivi-évaluation du projet ; ✓ Elaboration d'un plan de suivi annuel 	Très bonne performance (HS) malgré les retards dans les suivis mais tous les documents sont disponibles

	<p>des activités du projet;</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Elaboration des fiches de suivi des activités du projet ; ✓ Elaboration de trois (3) Plans de Travail Annuel (PTA-2010-2011-2012) ; ✓ Rapports trimestriels d'activités des VNU DU projet ; ✓ Elaboration de neuf (9) rapports trimestriels d'activités du projet ; ✓ Elaboration de deux (2) rapports annuels des activités du projet -2010-2011 ; ✓ Deux (2) revues à mi-parcours du PTA ; ✓ Elaboration d'une PIR 2011 ; ✓ Réalisation des missions de suivi des activités terrain par l'UGP ; ✓ Réalisation de suivi des activités agricole par l'Institut National de Recherche Agronomique (INRAN) ✓ Réalisation d'une mission de suivi conjointe, PNUD-Régional, PNUD National, UGP, VUN et représentants des communes et services techniques déconcentrés de l'Etat, des activités terrain du projet ; ✓ Réalisation d'une mission de suivi conjointe, PNUD National, CNP, UGP, VUN et représentants des communes et services techniques déconcentrés de l'Etat, des activités terrain du projet ; 	
--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

VII. FAIBLESSES ET INSUFFISANCES RELEVÉES

Les principales insuffisances relevées par la mission d'évaluation à mi parcours du projet PANA résilience sont les suivantes :

- les retards dans les décaissements des fonds avec des conséquences ces dans la réalisation des activités;
- la non fonctionnalité du serveur mis à la disposition de la Direction Nationale de la Météorologie ;
- Non achèvement de l'intégration de la dimension changement climatique dans la SDR et l'approvisionnement en eau des populations ;
- le manque de planification conjointe des activités des différents partenaires dans les communes dans le cadre de la mobilisation des cofinancements;
- Insuffisance dans la réalisation de comptes d'exploitation pour les activités génératrices de revenus (maraichage, centre de couture, semences);
- l'absence de géo référencement intégral des sites dégradés traités par banquettes ;
- l'insuffisance des moyens de déplacement sur le terrain (un seul véhicule Pick UP).

VIII. PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS DE L'EMP DU PROJET

8. 1. AU NIVEAU GENERAL

- Proroger la date d'achèvement du projet pour prendre en compte les huit (8) mois perdus dans le démarrage du projet

Réponse : Le Bureau pays reconnaît la pertinence d'une potentielle prorogation de la date d'achèvement, mais sa faisabilité sera étudiée lors de la prochaine mission de supervision en 2013, en fonction du niveau d'exécution à 6 mois de la date de clôture.

- Renforcer les moyens logistiques du projet par l'acquisition d'un véhicule 4X4 station wagon pour les missions de terrain

Réponse : Le SE/CNEDD devra utiliser les véhicules dont il dispose déjà.

- Mettre fin aux retards des décaissements au niveau du PNUD pour permettre à l'UGP d'effectuer convenablement ses activités dans le temps ;

Réponse : Il faudrait discuter des moyens de mettre fin aux retards des décaissements au niveau du PNUD.

- Recadrer certaines activités comme la diffusion des semences pour faire des deux produits un seul produit.
- Utiliser une partie des fonds aux voyages d'études et expériences et l'autre partie aux autres activités du projet pour éviter la sous consommation financière relevée au niveau de cette rubrique ;
- Recadrer les activités du projet pour prendre en compte certains besoins comme, les moulins, l'embouche de petits ruminants, l'extraction de l'huile d'arachide ;
- Former un maintenancier des machines à coudre des centres de couture des femmes par site dans les meilleurs délais ;

- prévoir les panneaux solaires pour les machines électriques des centres de coutures du projet et les radios communautaires partenaires du projet ;
- Prévoir l'achat de charrettes par site du maraichage pour faciliter le transport des productions sur les marchés qui sont souvent très éloignés des jardins ;
- Etendre les activités du maraichage au niveau des autres villages environnants où l'activité est techniquement et économiquement réalisable pour en faire tâche d'huile dans les communes du projet ;
- Renforcer les capacités des agents des radios communautaires en matière de techniques d'interview, de collecte, de traitement et de diffusion de l'information climatique ;

Réponse : Le recadrage des activités sera discuté lors de la prochaine réunion du comité de pilotage en décembre.

- Renforcer les capacités des agents du projet (formation de courte durée) ;

Réponse : La formation des agents du projet n'est pas budgétisée, elle pourrait être prise en charge dans le cadre de l'appui du PNUD.

- Redynamiser les cadres de concertation existants des différents partenaires une meilleure synergie et une bonne harmonisation des interventions au niveau local, régional et national ;
- Redynamiser le comité de pilotage du projet pour qu'il puisse jouer pleinement son rôle et être présidé par une autorité de la primature ;

Réponse : Il faudrait mieux définir le rôle du comité de pilotage

8. 2. AU NIVEAU DE CHACUN DES TROIS RESULTATS DU PRODOC

Résultat 1.

- Recadrer les activités des R1.1. et R1.2. pour en faire une activité R1.1.
- Organiser un circuit de commercialisation des semences améliorées produites par les pays sous contrôle des spécialistes en les mettant en contact des structures appropriées comme MAMOMA, AINOMA, ... ;
- Organiser les producteurs de semences en multiplicateurs de semences avec respect de toutes les exigences requises sous le contrôle des cadres techniques y compris les institutions de recherches agronomiques.
- Ouvrir les activités du projet pour prendre en charge d'autres risques comme la perte de cheptel en année de sécheresse.
- Orienter les activités de CES/DRS davantage vers l'ouverture de bandes pare feux que les banquettes en raison de la nature sableuse des sols de plusieurs sites en zone pastorale ;
 - Procéder au relevé cartographique (géo-référencement) de tous les sites de CES/DRS (banquettes) et pare feux ;
 - Procéder à une évaluation indépendante des ONG prestataires de services (19) des ouvrages de CES/DRS (banquettes et pare feux) en raison de certains manquements constatés sur le terrain

Résultat 2

- Faciliter la remontée de l'information agrométéorologique en temps réel du niveau local vers le niveau central ;

- Parachever l'intégration de la dimension des changements climatiques dans la SDR (Axe 3 de l'i 3 N), l'approvisionnement en eau et le code rural ;
- Rendre fonctionnel le serveur de la DMN.

Résultat 3

- Capitaliser sous formes de supports accessibles aux populations et à tous les acteurs, les acquis du projet de manière, participative et en équipes pluridisciplinaires ;
- Renforcer le suivi –évaluation par l'utilisation rationnelle de l'agent en communication du CNEDD.

8.3. AU NIVEAU DES PARTENAIRES DU PROJET

- Formaliser les cadres de concertation et la programmation conjointe des cofinancements
- Mettre à profit les PDC des sites du projet pour une généralisation des activités réussies aux autres villages des communes.

- Conclusion

Le projet PANA résilience, en partenariat avec d'autres projets exerçant aussi dans les zones les plus vulnérables aux CC, a réalisé des actions d'adaptation des populations aux effets des CC dans 8 communes répartie dans les 8 régions du Pays. Après identification des besoins des populations en matière d'adaptation, le projet a mis en place 15 produits prioritaires qui font aujourd'hui la fierté du projet auprès des populations qui ne cessent de le remercier pour toutes ces technologies développées dans leurs terroirs. Les résultats phares du projet sont entre autres : la diffusion des semences améliorées, le développement et la promotion du maraichage avec les femmes des communes, la création de centres de coutures pour les femmes de tout âge, la construction des banques céréalières, des banques d'engrais et de pesticides, et la réhabilitation des plateaux dégradés par la construction des banquettes fourragères. Selon l'engouement des populations, l'encadrement du projet, et certaines dispositions pratiques prises sur le terrain des sites du projet, il est certain que plusieurs produits continueront d'exister au niveau des populations même après la fin de cette phase pilote du PANA résilience. En effet, les taux d'exécution des résultats (R1, R2, R3, R4) décrits dans le tableau 28 varient de 100% à 1733% avec de très bonnes performances (HS) pour la plus part des produits et de bonnes performances (H) pour les autres.

BIBLIOGRAPHIE

République du Niger, PNUD, 2009 : Document de Projet (Prodoc); Mise en œuvre des interventions prioritaires du PANA-Résilience pour construire les capacités de résistance et d'adaptation des secteurs de l'agriculture et de l'eau au changement climatique au Niger. PP 144.

République du Niger, 2012 : Initiative 3 N : Cadre Stratégique et Plan d'Action 2011-2015, Niamey, Niger. PP 69.

République du Niger, 2011 : Programme Urgence 2011-2012, Niamey, Niger. PP

République du Niger, PNUD, 2009 : Rapport d'évaluation à mi-parcours du projet COGERAT, Niamey, Niger. PP

SE/CNEDD, 2011 : Évaluation des impacts climatiques sur les forêts au Niger, Niamey, Niger. PP

SE/CNEDD, 2012 : Rapport de Performance du Projet PANA-Résilience. Niamey, Niger. PP

SE/CNEDD, 2010-2011 : Manuel de procédures opérationnelles, Manuel de suivi-évaluation, Programmes annuels de travail (PTA), Rapports trimestriels, annuels, d'audit, Rapports des comités de pilotage du PANA-Résilience, Rapports des VNU/PANA, Rapports des 15 Etudes (situations de référence et Koris). Niamey, Niger.

SE/CNEDD, 2011 : Contrats des Prestataires de services, 19 ONG/SE/CNEDD pour l'exécution des activités de PANA-Résilience. Niamey, Niger.

SDR, 2006 : Document de Stratégie de Développement Rural. Niamey, Niger. PP

SE/SDR, 2003 : Stratégie de Développement Rural au Niger. Niamey, Niger. PP